

# Travailleurs et travailleuses agricoles à la peine

## Landarbeiter und Landarbeiterinnen in Not



*Avec le soutien de la Ville de Genève et de la République et canton de Genève.*

*Mit der Unterstützung der Stadt Genf und Republik und Kanton Genf.*

### **Remerciements / Dank**

Thierry Vivien (relecture française), Sandra Ryf und Ingeborg Schwarz (deutsches Lektorat), Maria Grazia Conti (Resp. Ufficio iconografico, Museo del Novecento)

### **Copyright**

*Cette recherche a été mandatée par la **Plateforme pour une agriculture socialement durable**. Toute reproduction partielle ou totale est souhaitée et n'est soumise à aucune restriction. Veuillez s'il vous plaît nous informer de l'utilisation que vous en ferez.*

*Diese Studie entstand im Auftrag der **Plattform für eine sozial nachhaltige Landwirtschaft**. Die vollständige oder teilweise Wiedergabe ist erwünscht und unterliegt keinen Beschränkungen. Informieren Sie uns bitte über eine allfällige Verwendung.*

Contact / Kontakt: [agrisodu@bluewin.ch](mailto:agrisodu@bluewin.ch)

[www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch)

Coordination de la publication / Koordinations- und Publikationsaufgaben:  
Philippe Sauvin

2020. ISBN: 978-2-88053-138-6

Editions du CETIM, 6 rue Amat, 1202 Genève.

courriel: [contact@cetim.ch](mailto:contact@cetim.ch) site: [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch)

Mise en page et graphisme : Florian Rochat

*En couverture: fragment de *Il quarto stato* (le Quart-Etat, 283 x 550 cm), tableau du peintre italien Giuseppe Pellizza da Volpedo conservé au Museo del Novecento de Milan.*

*Umschlag: Ausschnitt aus dem Gemälde *Il quarto stato* (Der vierte Stand, 283 x 550 cm) des italienischen Malers Giuseppe Pellizza da Volpedo, Museo del Novecento, Mailand.*

Copyright Comune di Milano - tous droits légaux réservés.

© Mondadori PortfolioElecta / Luca Carrà

La **Plateforme pour une agriculture socialement durable** regroupe en Suisse des organisations de producteurs et productrices agricoles, des syndicats, des associations de consommateurs et consommatrices, des organisations de défense des migrants et migrantes et des personnes individuelles.

Elle a mandaté deux jeunes historiens pour enquêter sur le monde du travail dans l'agriculture.

Ces chercheurs ont réalisé une étude comparative basée sur neuf cantons et couvrant la période de 2000 à 2018. Ils ont tout d'abord ausculté les conditions de travail des ouvriers et ouvrières agricoles, majoritairement issu.e.s de l'immigration et qui représentent près de 25 % de la main-d'œuvre agricole en Suisse.

Leur étude s'est ensuite également penchée sur les problèmes économiques et sociaux des exploitants agricoles, l'endettement, les bas prix payés à la production et le rôle des grands distributeurs. Elle reflète une réalité pas très reluisante de notre agriculture et des conditions de vie de toutes les personnes travaillant jour après jour pour produire notre alimentation.

Une très belle introduction d'Anne-Catherine Menétrey-Savary précède l'étude. Bonne lecture!

Die **Plattform für eine sozial nachhaltige Wirtschaft** vereint Organisationen landwirtschaftlicher ProduzentInnen, Gewerkschaften, KonsumentInnenschutzverbände, Organisationen zur Verteidigung der MigrantInnen und Einzelpersonen in der Schweiz. Die Plattform hat zwei junge Historiker mit der Untersuchung der Arbeitswelt in der Landwirtschaft beauftragt.

Die beiden Wissenschaftler haben basierend auf den Daten von neun Kantonen eine vergleichende Studie für den Zeitraum 2000-2018 verfasst.

Im Zentrum stehen die Arbeitsbedingungen der Landarbeiterinnen und Landarbeiter. Diese haben mehrheitlich einen Migrationshintergrund und machen ungefähr 25 % der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte in der Schweiz aus. Die Studie befasst sich aber auch mit den wirtschaftlichen und sozialen Schwierigkeiten der LandwirtInnen, der Verschuldung, den tiefen Produzentenpreisen und der Rolle der Grossverteiler. Sie dokumentiert eine nicht sehr erfreuliche Realität unserer Landwirtschaft und der Arbeitsbedingungen aller Personen, die für die Produktion unserer Lebensmittel tagtäglich harte Arbeit leisten.

Ein sehr schönes Vorwort von Anne-Catherine Menétrey-Savary leitet die Studie ein.

Wir wünschen gute Lektüre!

## **Sommaire français**

### Introduction

*par Anne-Catherine Menétrey-Savary, ancienne Conseillère nationale* 5

### Coup d'œil sur les travailleurs et travailleuses agricoles suisses

Etude comparative de neuf cantons suisses (2000-2018)

*par Gilles Bourquin & Jan Chiarelli, historiens* 15

- *Les conditions du travail agricole en un coup d'œil*
- *Des gens dans les champs, demain?*
- *Les conditions de travail dans le secteur agricole: une situation qui stagne !*
- *Une réalité quotidienne qui s'aggrave!*
- *La structure des emplois agricoles en pleine mutation !*
- *La concentration des exploitations agricoles*
- *Une production agricole qui stagne, mais des revenus qui augmentent !*
- *Une paysannerie suisse subventionnée et surendettée*
- *Le rôle des acteurs de la grande distribution*
- *Parlons d'égalité !*
- *Orientation bibliographique*

## **Inhaltsverzeichnis deutsch**

### Einleitung

*Anne-Catherine Menétrey-Savary, ehemalige Nationalrätin* 10

### Die Situation der Landarbeiterinnen und Landarbeiter in der Schweiz

Vergleichende Studie von neun Schweizer Kantonen (2000–2018)

*von Gilles Bourquin und Jan Chiarelli, Historiker* 47

- *Die Arbeitsbedingungen in der Schweizer Landwirtschaft auf einen Blick*
- *Hat die Landwirtschaft in der Schweiz eine Zukunft?*
- *Eine stagnierende Situation*
- *Eine Alltagsrealität, die immer schlimmer wird*
- *Die Beschäftigungsstruktur der Landwirtschaft in rasantem Wandel*
- *Die Konzentration der landwirtschaftlichen Betriebe*
- *Die landwirtschaftliche Produktion stagniert, aber die Einkommen steigen!*
- *Eine subventionierte und überschuldete Schweizer Bauernschaft*
- *Die Rolle der grossen Detailhandelsketten*
- *Sprechen wir über Gleichheit!*
- *Literaturverzeichnis*

## **Introduction**

*par Anne-Catherine Menétrey-Savary,  
ancienne conseillère nationale*

Jusqu'au début des années 2000, j'avais de l'agriculture une image stéréotypée: des entreprises familiales à taille humaine, des paysages pittoresques soigneusement entretenus, des volailles picorant librement dans les basses-cours, des troupeaux sur les alpages, et des vaches avec des cornes ! Mon engagement dans la politique fédérale m'a rendue attentive à une autre réalité. Une première révélation vint assombrir ce tableau bucolique: la disparition de centaines d'exploitations agricoles chaque année. Pourquoi ? Le bonheur n'était-il donc plus dans le pré ? Dans la foulée, on apprit l'effondrement du prix du lait payé aux producteurs et les drames qui s'ensuivirent, alors même que les investissements pour la modernisation et l'extension des exploitations, en réponse à la nouvelle orientation de la politique agricole, alourdissaient l'endettement. Un autre chiffre m'interpella en tant que consommatrice: selon les statistiques, en 2004, les paysans étaient payés pour leurs produits 28 % de moins qu'en 1992, alors qu'au magasin, les mêmes produits coûtaient entre 10 et 15 % plus cher.

Manifestement, quelque chose ne jouait pas et j'imaginai que l'ensemble de la classe politique en serait alarmée. Or, je découvris avec étonnement que certains élus n'allaient pas pleurer pour si peu: avec l'ouverture des marchés, notamment européens, on pouvait même envisager de se passer totalement de l'agriculture suisse. Ou alors passer carrément à l'industrialisation de la production alimentaire. Encore fallait-il disposer de suffisamment de terres agricoles, ce qui restait difficilement envisageable, à moins de raser les Alpes. On entraînait là dans une autre dimension: la mondialisation de l'économie entraînait dans son sillage un bouleversement de la chaîne alimentaire. Dès lors, on vit se déverser, sur l'étal des grandes surfaces, des denrées produites dans des conditions sociales et écologiques inacceptables, voire scandaleuses. Dès la fin des années 1990, le secteur de la Terre du

Syndicat Industrie et bâtiment, puis la *Plateforme pour une agriculture socialement durable* tirèrent la sonnette d'alarme sur les conditions de travail auxquelles étaient soumis les ouvriers et ouvrières agricoles, en Suisse et en Europe. Parallèlement, dans le cadre d'une campagne menée par des élus écologistes, les six cantons romands adressèrent à Berne des initiatives parlementaires pour imposer des normes plus sévères à l'importation de fruits et légumes en provenance, notamment, du sud de l'Espagne.

Ce coup de gueule fut-il entendu ? Certes, l'exploitation de la main d'œuvre, surtout étrangère, dans les grandes plantations industrielles d'Espagne ou d'Italie provoqua l'indignation, un peu au Parlement fédéral, un peu au Conseil de l'Europe, où l'ancien conseiller national et agriculteur John Dupraz se fendit d'un rapport exhaustif pour dénoncer ce nouvel esclavage. Pourtant, en 2019, rien ne semble avoir bougé: en septembre, à Almeria, les employé.es agricoles se sont mis.es en grève pour lutter contre leurs conditions de travail inhumaines. Les exploitants, eux, ont apparemment choisi de les licencier vite fait bien fait plutôt que de concéder la moindre amélioration.

En Suisse, en revanche, la situation des travailleurs et travailleuses agricoles salarié.es et leurs conditions de travail sont restées jusqu'ici relativement invisibles aux yeux des milieux politiques. On fit comme si notre agriculture n'avait rien à voir avec ces pratiques. Pour ma part, j'avoue avoir gardé longtemps l'idée que les fermes abritaient des paysans attachés à leur terre de père en fils, secondés par une épouse dévouée s'occupant bénévolement des poules et des lapins, du jardin potager et des foins à rentrer avant que l'orage n'éclate, et parfois par un «valet de ferme» à l'image de Pipe dans le film «Les petites fugues», content de disposer d'un toit pour dormir et d'un morceau de pain et de fromage pour le déjeuner. Cela aussi, c'est du folklore qui n'est plus d'actualité. On peut bien critiquer l'agro-industrie du Sud, mais il faudrait d'abord balayer devant notre porte.

Tout récemment, un ouvrier agricole, suite à un accident de travail, témoignait (*24 Heures*, octobre 2019): «Le patron m'avait dit que la dernière fois qu'un ouvrier s'était cassé la jambe, il avait perdu sa place de travail. Depuis ce jour, j'ai vraiment eu l'impression d'être un esclave. Ça m'a complètement démotivé. J'ai perdu à la fois le moral et la confiance.» Bien sûr, c'est un cas extrême, sanctionné par un tribunal. Un cas unique ? Pas sûr. J'ai moi-même accompagné quelques

sans-papiers employés dans la culture maraîchère, payés au lance-pierres pour dix à douze heures de travail quotidien, sans aucune sécurité. En ce même mois d'octobre 2019, la Chambre d'agriculture du Jura a lancé un programme pour «l'intégration professionnelle dans l'agriculture en faveur des personnes issues de la migration». Une initiative pétrie de bons sentiments? Peut-être. Mais qui nous dit qu'il n'y a pas un effet d'aubaine à recruter des forces de travail dans une population fragilisée et désœuvrée? Pour quel salaire? Pour quelles perspectives d'avenir?

Déjà en 1999, lors de la première étude citée plus haut mandatée par le secteur de la Terre du SIB, les conditions de travail des employé.es agricoles étaient jugées inacceptables. «Comment les collectivités publiques peuvent-elles accepter de financer à un niveau si important l'agriculture tout en tolérant un temps de travail qui atteint 62 heures par semaine et des salaires minimum de 2520 francs brut par mois?», demandait-elle. Aujourd'hui, grâce à la présente étude des historiens Gilles Bourquin et Jan Chiarelli, on sait hélas que ce scandale persiste. Je ne m'attendais pas, en 2019, à découvrir de telles réalités: des employés agricoles payés 14.- francs de l'heure pour 53 heures de travail en moyenne, et toujours pas la moindre protection légale ni dans la loi sur le travail ni sous la forme de contrats-types obligatoires. Je les perçois comme une régression, au moment même où l'agriculture investit à fond pour une production industrielle plus rentable. Et que dire de la situation des épouses d'agriculteurs alors que l'étude indique que la main d'œuvre familiale fait progressivement place à des salariés précaires? Travailler au conditionnement ou à la transformation des produits avec un petit salaire, parfois sans caisse de retraite? Prendre un emploi extérieur? Et que dire des quelque 8000 sans-papiers employés au noir dans les exploitations? Pour eux, rien n'a changé.

A lire ces données, on assiste, incrédule, au dramatique malentendu entre la population, ce qu'elle croit et attend de l'agriculture, et les milieux de la politique ou de l'économie. Sommes-nous des enfants de chœur quand nous proclamons notre amour pour nos terroirs, nos fermes opulentes, nos familles paysannes prospères, nos produits locaux inégalables, alors que les données chiffrées révèlent que trois exploitations disparaissent chaque jour, que les plus petites ne résistent plus à la concurrence et que les grosses s'efforcent de produire

industriellement, tout en s'endettant comme jamais? Ce que réclame la «société civile» n'a pourtant rien d'une image d'Épinal: en 2017, plus de 78 % des citoyens suisses, en votation populaire, plébiscitèrent l'inscription du principe de la sécurité alimentaire dans la Constitution. Puis deux initiatives populaires, l'une *pour des aliments équitables*, l'autre pour *la souveraineté alimentaire*, bien que rejetées par le peuple, mirent à nouveau clairement en évidence un engagement en faveur d'une agro-écologie respectueuse des sols et de la biodiversité. Hélas, ces bonnes dispositions se heurtent encore aujourd'hui à l'acharnement des autorités helvétiques à conclure des traités de libre-échange qui mettent en péril la production indigène et précarisent les agriculteurs et leurs employé.es. Peu après ces votes, en effet, faisant fi de la décision populaire, le Conseil fédéral d'abord, par sa «Vue d'ensemble de la politique agricole», puis Avenir suisse, par un pamphlet provocateur prônant l'élimination des protections douanières et la suppression des subventions, et enfin le Conseiller fédéral Guy Parmelin, par son projet d'accord commercial avec l'Amérique du Sud, tentent d'orchestrer la mise au pas d'une agriculture considérée, selon leurs termes, comme «amorphe», endormie par les paiements directs, pour la livrer au «dynamisme» de la concurrence. C'est le prix à payer, disent-ils, pour que notre industrie d'exportation préserve ses marchés et ses profits. A l'échelle du pays, c'est un combat amer. Pour la planète, il est dramatique.

Mais tout pourrait encore changer si les données fournies par la présente étude redonnaient des arguments à ceux qui s'indignent des conditions dans lesquelles travaillent et vivent (et parfois meurent) les travailleurs et travailleuses agricoles. Les revenus générés par l'industrialisation de la production augmentent? Les activités des exploitations se diversifient? Les cultures bio se répandent? Le marché s'installe à la ferme? Tout cela pourrait signifier qu'il faudra sans doute plus de main d'œuvre, des salariés, des collaborateurs. Pas des valets de ferme, mais des employé.es bien payé.es.

Reste le volet qui me concerne directement, celui des consommateur.trices. Je nourris le sentiment désagréable d'être flouée. Comme la plupart des habitants de ce pays, je pensais naïvement que les quelque trois milliards et demi octroyés par la Confédération à l'agriculture allaient dans la poche des agriculteurs. Sur ce point, les données de la présente étude ouvrent une perspective vertigineuse: sur



chaque franc que je dépense au supermarché, trente centimes seulement sont pour le producteur ! Je comprends qu'il se sente sous pression et peu disposé à augmenter la paie de ses salariés. C'est rageant ! Je me donne de la peine, choisissant de préférence les produits bio et les légumes du potager d'à côté. Mais c'est toujours la même histoire: une étude de la FRC m'a rendue attentive au fait que le surcoût des produits bio enrichit celui qui vend et non pas celui qui cultive, et encore moins ses employés. Sachant que l'alimentation représente entre 5 et 10 % du budget des ménages, donc vraisemblablement aussi du mien, je veux bien payer plus cher pour de bons produits, mais pas pour enrichir Migros et COOP ! Comment trouver les moyens de faire pression sur les distributeurs pour qu'ils paient le prix juste permettant de rémunérer correctement les employés ? Quelle solidarité entre consommateurs et producteurs ? Là aussi, il y a grand besoin de nouvelles perspectives et de nouveaux moyens d'action. Il est donc temps d'ouvrir les yeux sur les réalités et de ranger au vestiaire les discours de cantine, ceux qui glorifient la paysannerie mais oublient les paysans !

*Vevey, décembre 2019*

## **Einleitung\***

*Anne-Catherine Menétrey-Savary,  
ehemalige Nationalrätin*

Bis Anfang der 2000er-Jahre hatte ich ein stereotypes Bild von der Landwirtschaft: überschaubare Familienbetriebe, sorgfältig gepflegte und pittoreske Landschaften, Hühner, die frei auf dem Hof herumlaufen, Herden auf Alpweiden und Kühe mit Hörnern! Mein Engagement in der Bundespolitik hat mich auf eine andere Realität aufmerksam gemacht. Eine erste Feststellung verdunkelte dieses idyllische Bild: das Verschwinden von Hunderten von landwirtschaftlichen Betrieben jedes Jahr. Warum das? Der Grund war bald offensichtlich: der Absturz des Milchpreises und die Tragödien, die sich daraus ergaben. Als Reaktion auf die neue Ausrichtung der Landwirtschaftspolitik wurde zwar in die Modernisierung und die Erweiterung der Betriebe investiert, doch erhöhte dies die Verschuldung. Als Konsumentin machte mich eine weitere Zahl betroffen: Laut den Statistiken wurden den Bauern im Jahr 2004 für ihre Produkte 28 % weniger bezahlt als 1992, während die gleichen Produkte in den Läden zwischen 10 % und 15 % mehr kosteten.

Offensichtlich stimmte etwas nicht, und ich stellte mir vor, dass die gesamte Politikerzunft davon alarmiert sein müsste. Nun aber stellte ich mit Erstaunen fest, dass manche Parlamentarierinnen und Parlamentarier wenig davon beeindruckt waren: Mit der Öffnung der Märkte, insbesondere in Europa, könnte man sogar darüber nachdenken, auf die schweizerische Landwirtschaft ganz zu verzichten. Oder völlig auf die Industrialisierung der Lebensmittelproduktion umzustellen. Allerdings müsste man dazu über genügend landwirtschaftliche Flächen verfügen, was schwer vorstellbar war, wenn man nicht die Alpen dem Erdboden gleichmachen wollte. Hinzu kam eine weitere Dimension: Die wirtschaftliche Globalisierung führte zu Veränderungen in den Versorgungsketten. Die Regale der Supermärkte waren nun mit Nahrungsmitteln gefüllt, die unter inakzeptablen, ja skandalösen sozia-

---

\* Aus dem Französischen übersetzt von J. Gomez und S. Bovat.

len und ökologischen Bedingungen produziert worden waren. Bereits Ende der 90er-Jahre schlugen die Landwirtschaftsabteilung der Gewerkschaft Bau und Industrie (GBI) und die *Plattform für eine sozial nachhaltige Landwirtschaft* Alarm über die Arbeitsbedingungen, denen Landarbeiterinnen und Landarbeiter in der Schweiz und in Europa ausgesetzt waren. Gleichzeitig lancierten grüne Abgeordnete der sechs Westschweizer Kantone Kampagnen und Vorstösse auf Bundesebene, um strengere Normen für den Import von Früchten und Gemüse, insbesondere aus Südsanien durchzusetzen.

Wurde dieser Aufschrei gehört? Tatsächlich sorgte die Ausbeutung der zumeist migrantischen Arbeitskräfte in den grossen Industriepflanzen Spaniens oder Italiens für ein wenig Empörung im Bundesparlament und im Europarat; der damalige Nationalrat und Landwirt John Dupraz verfasste einen ausführlichen Bericht, in dem er diese Zustände als neue Form der Sklaverei anprangerte. Leider zeigt sich, dass sich seither nichts verändert hat: In Almeria haben die Landarbeiterinnen und Landarbeiter im September 2019 die Arbeit niedergelegt, um gegen die unmenschlichen Arbeitsbedingungen zu protestieren. Ihre Arbeitgeber entschieden sich dafür, sie zu entlassen, statt ihnen Verbesserungen zuzugestehen.

In der Schweiz sind die Arbeitsbedingungen der landwirtschaftlichen Angestellten in politischen Kreisen bisher relativ unbeachtet geblieben. Man liess die missbräuchlichen Praktiken unserer Landwirtschaft links liegen. Ich für meinen Teil gebe zu, dass ich lange die Vorstellung hatte, dass Landwirte mit ihren Bauernhöfen verwachsen waren, die von Generation zu Generation an die Männer der Familie weitergegeben wurden, während die aufopfernden Ehefrauen freiwillig auf dem Betrieb mithalfen, Hühner und Kaninchen versorgten und sich um den Gemüsegarten kümmerten und um das Heu, das vor dem Gewitter hereinzubringen war. Oder die Vorstellung von einem Knecht wie Pipe im Film «Les Petites Fugues» (Kleine Fluchten, „Chlini Sprüng“), der zufrieden ist mit einem Dach über dem Kopf und einem Stück Brot und Käse zum Frühstück. Das ist Folklore, die überhaupt nicht aktuell ist. Wir können ja die Agrarindustrie des Südens kritisieren, aber wir sollten zuerst vor unserer eigenen Tür kehren.

Vor kurzem berichtete ein Landarbeiter nach einem Arbeitsunfall in der Zeitung *24 heures* (Oktober 2019): «Der Chef hat mir gesagt, dass der letzte Arbeiter, der sein Bein gebrochen hatte, seinen Job verloren

habe. Seit diesem Tag fühlte ich mich wirklich wie ein Sklave. Es hat mich völlig demotiviert. Ich habe meine gute Stimmung und das Vertrauen verloren.» Natürlich war das ein extremer Fall, der zu einem Strafurteil führte. Ist es ein einmaliger Fall? Sicher nicht. Ich habe selbst ein paar Sans-Papiers begleitet, die im Gemüseanbau arbeiteten und für 10 bis 12 Arbeitsstunden pro Tag einen Hungerlohn ohne jegliche soziale Absicherung bekamen. Im Oktober 2019 hat die Landwirtschaftskammer im Kanton Jura ein Programm für «die berufliche Integration zugunsten von Personen mit Migrationshintergrund in der Landwirtschaft» gestartet. Eine Initiative mit guten Absichten? Vielleicht. Aber unterstützt die Initiative nicht auch die Praxis, Arbeitskräfte aus einer abhängigen und unterbeschäftigten Bevölkerungsgruppe zu rekrutieren? Für welchen Lohn? Mit welchen Zukunftsaussichten?

Schon im Jahr 1999, zur Zeit der oben zitierten ersten Studie, die von der Landwirtschaftsabteilung der GBI in Auftrag gegeben wurde, waren die Arbeitsbedingungen der Beschäftigten in der Landwirtschaft als inakzeptabel beurteilt worden. «Wie kann die öffentliche Hand eine so hohe Finanzierung der Landwirtschaft akzeptieren und gleichzeitig eine Wochenarbeitszeit von bis zu 62 Stunden für einen Monatslohn von 2520 Franken brutto tolerieren?», fragte sie. Heute wissen wir dank der Studie der zwei Historiker Gilles Bourquin und Jan Chiarelli leider, dass dieser Skandal fort dauert. Ich hatte nicht damit gerechnet, im Jahr 2019 diesen Realitäten zu begegnen: landwirtschaftliche Angestellte, die bei einer durchschnittlichen Wochenarbeitszeit von 53 Stunden 14 Franken pro Stunde verdienen und keinerlei Arbeitnehmerschutz haben, weder durch das Arbeitsgesetz noch in Form von normgerechten Arbeitsverträgen. In einer Zeit, in der die Landwirtschaft stark in eine rentablere Industrieproduktion investiert, erscheint mir diese Situation als ein krasser Rückschritt. Und wie steht es um die Situation der Ehefrauen der Landwirte, wenn die Familienarbeitskräfte, wie diese Studie zeigt, allmählich durch Lohnarbeiter ohne feste Arbeitsverträge ersetzt werden? Bedeutet es für sie, sich mit der Auf- und Verarbeitung von Produkten zu beschäftigen, gegen einen kleinen Lohn und manchmal ohne Altersvorsorge? Müssen sie eine zweite Arbeit annehmen? Und was bedeutet es für die 8000 Sans-Papiers, die undeckelt in den Landwirtschaftsbetrieben arbeiten? Für sie hat sich nichts geändert.

Die Daten zeigen ein eklatantes Missverhältnis zwischen dem, was die Bevölkerung von der Landwirtschaft wahrnimmt und erwartet, und den politischen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen. Können wir so naiv sein, unsere Liebe für unsere Heimat, unsere prächtigen Bauernhöfe, unsere prosperierenden Bauernfamilien und unsere unvergleichlichen lokalen Produkte zu erklären, während die Daten zeigen, dass täglich drei Landwirtschaftsbetriebe verschwinden, dass die kleineren Betriebe der Konkurrenz nicht gewachsen sind und dass die grössten Betriebe zu überleben versuchen, indem sie immer stärker industriell produzieren, sich dabei aber immer mehr verschulden? Dabei ist klar, was die Bevölkerung möchte: 2017 stimmten mehr als 78 % der Schweizer Stimmberechtigten bei einer Volksabstimmung für die Verankerung des Prinzips der Ernährungssicherheit in der Bundesverfassung.

Die Fair-Food-Initiative und die Initiative für *Ernährungssouveränität schliesslich zeigten*, obwohl sie vom Volk abgelehnt wurden, ebenfalls deutlich das Engagement für eine Agrarökologie, die den Boden und die biologische Vielfalt respektiert. Leider prallen diese guten Absichten auf die Hartnäckigkeit der Schweizer Behörden, die Freihandelsabkommen abzuschliessen und damit die einheimische Produktion gefährden und die Bauern und ihre Angestellten verunsichern. Kurz nach diesen Abstimmungen schlug zuerst der Bundesrat mit seiner «Gesamtschau der Agrarpolitik» den Volksentscheid zur Ernährungssicherheit in den Wind, dann der Thinktank Avenir Suisse, der mit einem provokativen Pamphlet die Grenzöffnung für Agrargüter und die Aufhebung von Subventionen forderte, und schliesslich Guy Parmelin, Mitglied des Bundesrates, der durch seinen Entwurf für ein Handelsabkommen mit Südamerika das Bild einer «amorphen», durch Direktzahlungen eingeschlafenen Landwirtschaft inszeniert, die es durch die Konkurrenz zu «dynamisieren» gilt. Das sei nötig, damit unsere Exportindustrie ihre Märkte und ihre Profite bewahre. Auf nationaler Ebene ist es ein erbitterter Kampf. Für den Planeten ist es katastrophal.

Aber all das könnte sich noch ändern, wenn die Ergebnisse dieser Studie jenen neue Argumente geben, die über die Arbeitsbedingungen und Lebensumstände in der Landwirtschaft empört sind. Steigen die Einkommen durch die Industrialisierung der Produktion? Diversifizieren sich die Aktivitäten der Landwirtschaftsbetriebe? Weitet sich

der biologische Anbau aus? Gibt es mehr Hofläden? Alle diese Veränderungen würden bedeuten, dass es mehr Arbeitskräfte braucht. Keine Knechte, sondern gut bezahlte Mitarbeitende.

Bleibt noch die Ebene, die mich direkt betrifft: die Ebene der Konsumentinnen und Konsumenten. Ich habe das unguete Gefühl, betrogen zu werden. Wie die meisten Menschen dieses Landes dachte ich naiverweise, dass die von der Schweizerischen Eidgenossenschaft an die Landwirtschaft vergebenen 3.5 Milliarden Franken direkt den Produzentinnen und Produzenten zugutekommen. In dieser Frage öffnen die Daten dieser Studie eine schwindelerregende Perspektive: Von jedem Franken kommen nur 30 Rappen bei den Produzentinnen und Produzenten an. Ich verstehe, dass sie einem hohen Druck ausgesetzt sind und ihre Angestellten nicht besser entlohnen können. Das ist einfach ärgerlich! Ich gebe mir grosse Mühe und bevorzuge Bioprodukte und lokale Gemüse. Aber es ist immer die gleiche Geschichte: Eine Studie der Westschweizer Konsumentenorganisation FRC hat gezeigt, dass die Mehrkosten der Bioprodukte nicht den Produzenten und ihren Angestellten zugutekommen, sondern dem Handel. Ich weiss, dass die Ernährung nur zwischen 5 und 10 Prozent des Haushaltbudgets beträgt, und zahle persönlich gerne mehr für bessere Produkte – aber nicht dafür, Migros oder Coop reicher zu machen! Wie können wir Druck auf die grossen Handelsketten ausüben, damit sie einen gerechten Preis bezahlen, um die Angestellten angemessen zu bezahlen? Welche Formen der Solidarität gibt es zwischen den Konsumenten und den Produzenten? Auch hier brauchen wir neue Perspektiven und neue Handlungsmöglichkeiten. Es ist also höchste Zeit, die Augen für die Realität zu öffnen und mit den Tischreden aufzuhören, die die Bauernschaft glorifizieren, aber die Bauern und Bäuerinnen vergessen!

*Vevey, Dezember 2019*



# **Coup d'œil sur les travailleurs et travailleuses agricoles suisses**

ÉTUDE COMPARATIVE DE NEUF CANTONS SUISSES  
(2000-2018)

Gilles BOURQUIN & Jan CHIARELLI

Historiens

## Les conditions du travail agricole en un coup d'œil

	En moins de 20 ans, le secteur agricole des neuf cantons étudiés a perdu plus de 30 000 personnes actives, soit l'équivalent des habitants de la ville de Sion ou 4 postes de travail par jour.
	Un.e salarié.e du secteur agricole reçoit en moyenne CHF 14.- de l'heure.
	Le salaire moyen dans le domaine agricole représente la moitié du revenu moyen dans les secteurs secondaire et tertiaire.
	Dans l'agriculture, les salarié.es travaillent en moyenne 53 heures par semaine.
	Trois exploitations agricoles disparaissent chaque jour depuis 2000 en Suisse.
	Sur chaque franc dépensé pour les produits agricoles chez les grands distributeurs, 32 centimes seulement reviennent aux producteurs et productrices.



## Des gens dans les champs, demain?

En l'espace d'un siècle (1920-2018), l'ensemble des personnes actives dans l'agriculture suisse est passé de 25 % de la population active totale à moins de 3%. Les salarié.es qui permettent à l'agriculture suisse de perdurer travaillent plus de 53 heures par semaine pour un salaire horaire moyen de moins de 14.- francs qui ne leur permet tout simplement pas de vivre décemment. Ces employé.es travaillent dans des conditions difficiles et bien souvent imprévisibles et effectuent des tâches épuisantes tout au long de l'année pour une reconnaissance sociale pour le moins limitée. Au début du 3<sup>e</sup> millénaire, alors qu'on assiste à une prise de conscience planétaire sur les questions de développement durable, aussi bien écologique qu'économique et sociale, il est inadmissible que cette situation perdure!

Cette étude statistique analyse la situation agricole de neuf cantons suisses (Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, Glaris, Thurgovie, Valais, Vaud et Zurich) présentant des particularités représentatives de l'hétérogénéité des conditions de travail pour les salarié.es et de la structure agricole du secteur primaire helvétique (voir tableau 1 ci-dessous). Les chiffres utilisés proviennent de l'Office fédéral de la statistique (OFS), ainsi que des Annuaire statistiques cantonaux. Tout autre source d'information est mentionnée dans le corps du texte.

**Tableau 1: conditions de travail des salarié.es agricoles dans les neuf cantons en 2018 (selon CTT/CCT VS)**

Canton	Salaire minimum	Temps de travail hebdomadaire	Temps de travail mensuel
BL	3 235.-	50-55h*	217-238,5h*
BE	3 140.-	55h	238,5h
FR	3 235.-	52,5-55h*	228-238,5h*
GE	3 300.-	45h	195h
GL	3 235.-	60-66h**	260-286h**
TG	3 235.-	55h	238,5h
VS	13.55 / h	48-55h*	208-238,5h*
VD	3 444.-	49,5-51,5h*	214,5-223h*
ZH	3 235.-	55h	238,5h

(\* = temps de travail différencié sans / avec le bétail; \*\* = octobre-avril / mai-septembre)

## **Les conditions de travail dans le secteur agricole: une situation qui stagne !**

En 2019, les travailleur.euses agricoles suisses ne sont toujours pas soumis.es à la Loi sur le Travail. Pire encore, aucune homogénéité ne régit les rapports de travail dans le secteur primaire: d'un bout à l'autre du pays, 26 contrats-type de travail (CTT) différents sont en vigueur dans les 26 cantons helvétiques. Ces CTT, qui visent à garantir un encadrement légal minimal, édictent un certain nombre de dispositions qui réglementent les conditions de travail des salarié.es du secteur agricole. Si ces contrats ne sont pas obligatoires – il peut d'ailleurs y être dérogé par écrit – ils servent toutefois actuellement de base à la grande majorité des demandes d'emplois. Relevons que le canton du Valais a signé en 2004 la première convention collective de travail (CCT) de Suisse dans le secteur agricole. A la différence des CCT, dont la durée est limitée, les CTT encadrent le marché du travail en garantissant un minimum de sécurité dans la branche/profession.

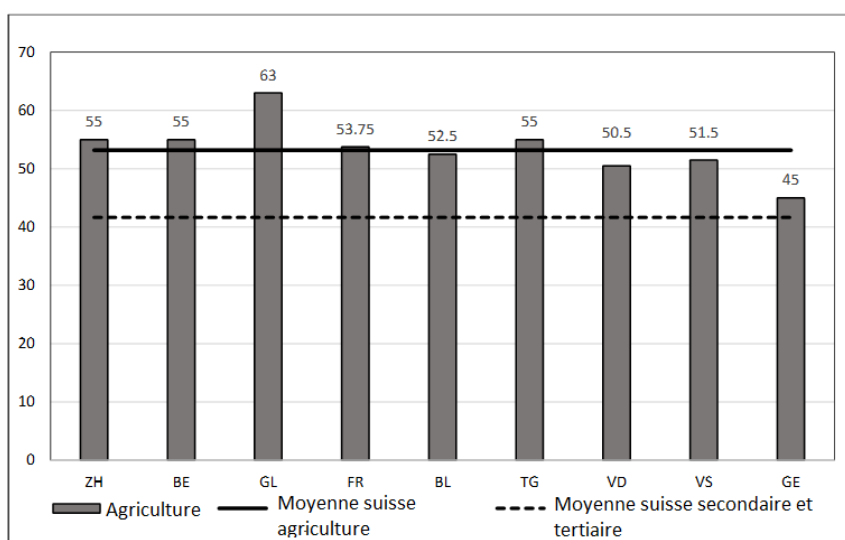
Le maintien de cette forte hétérogénéité dans les conditions de travail a pour principale conséquence d'entretenir, au sein du secteur agricole, une situation en défaveur des employé.es. Il est grand temps d'encourager des négociations collectives et d'améliorer le taux de couverture conventionnelle des employé.es agricoles helvétiques par l'uniformisation des conditions de travail au niveau fédéral! Un contrat-type de travail national contraignant est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour protéger les salarié.es du monde agricole!

Commençons par présenter les principales dispositions contenues dans les CTT/CCT des neuf cantons étudiés.

Premièrement, la durée de travail hebdomadaire diffère largement d'un canton à l'autre: à Genève, elle est de 45 heures, alors qu'à Glaris elle se monte à 66 heures en pleine saison; les dispositions des autres cantons étudiés fixent le nombre d'heures de travail hebdomadaire à une moyenne de plus de 53 heures (voir graphique 1). A titre de comparaison, le temps de travail moyen au niveau suisse (secteurs secondaire et tertiaire confondus) se situe en 2018 à 41,6 heures par semaine, alors que l'article 9 de Loi sur le

Travail fixe à 45 heures la durée légale maximale du travail hebdomadaire. Les travailleur.euses agricoles travaillent donc en moyenne 10 heures de plus par semaine que les autres salarié.es des secteurs secondaire et tertiaire! Parmi les neuf cantons pris en compte dans cette étude, seuls les salarié.es agricoles des cantons de Genève (45h), Valais (51,5h) et Vaud (50,5h) se situent en-deçà de la moyenne helvétique.

**Graphique 1: nombre d'heures de travail hebdomadaire des salarié.es agricoles en 2018**

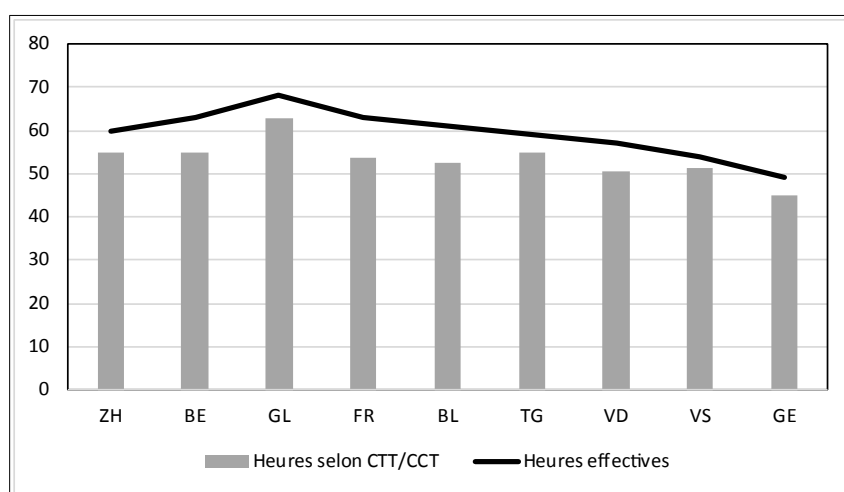


Ces chiffres représentent le nombre d'heures maximal fixé par les CTT/CCT. Or, la réalité est bien différente! Selon les chiffres de l'OFS, le travail hebdomadaire effectif des salarié.es est d'environ 10% supérieur aux durées prescrites (voir graphique 2).

Cette situation déjà inadmissible est encore aggravée par les dispositions sur les heures supplémentaires: les travailleur.euses peuvent être tenus, «en cas de nécessité» ou dans les «cas urgents» – essentiellement la rentrée des récoltes et les soins au bétail – d'effectuer des heures en plus à la demande de l'employeur et ce sans demande d'autorisation ni de limite. Or, pour les salarié.es des autres secteurs, les heures supplémentaires sont fortement réglementées et

ne peuvent dépasser deux heures par travailleur.euse et par jour, pour un maximum annuel de 170 heures (article 12 de la Loi sur le Travail). Enfin, relevons que les employé.es agricoles ne bénéficient en général à l'échelle fédérale que d'un seul jour et demi de congé par semaine, que seulement sept cantons accordent entre six et neuf jours fériés par année et que 15 minutes de pause payée par demi-journée ne sont accordées que dans neuf cantons.

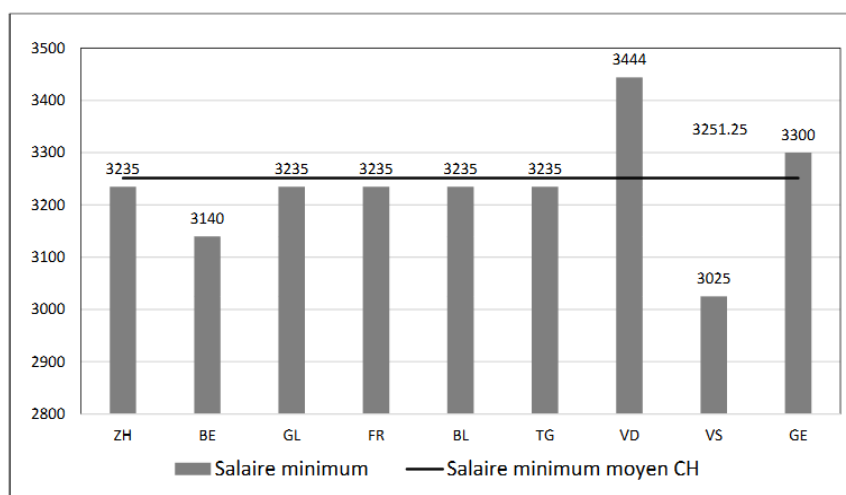
**Graphique 2: heures de travail selon CTT/CCT VS et heures de travail effectives en 2016**



Deuxièmement, les salaires minimaux indicatifs des salarié.es agricoles sont définis sur la base des directives de l'Union suisse des paysans (USP), en accord avec l'Union Suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF) et la Communauté de travail des Associations professionnelles d'employés agricoles (ABLA). Cependant, la majorité des CTT cantonaux ne contient aucune disposition sur le salaire minimum: les cantons sont donc libres de suivre les directives salariales de l'USP. A l'échelle nationale, la moyenne des salaires minimaux des employé.es agricoles non-qualifié.es se monte à 3 251.- en 2018 (voir graphique 3). En ne prenant en considération que les neuf cantons étudiés, la moyenne s'élève à 3 231.-. Soustraction faite des frais de logement (345.-) et des frais de repas (645.-), les salarié.es de ces neuf cantons touchent donc, par mois, entre 2 035.- (VS) et 2 454.- (VD). Cependant, à l'exception notable du canton de

Vaud, les directives salariales de l'USP ne tiennent que partiellement compte de l'augmentation du coût de la vie. En effet, calculés en termes réels, les salaires mensuels ont diminué de 35.- francs entre 2015 et 2018. Enfin, le salaire horaire agricole moyen se monte aujourd'hui, à l'échelle nationale, à 13.95 francs. Mais là encore, de très fortes disparités existent entre les cantons: l'heure de travail est payée entre 11.85 (Glaris) et 17.50 francs (Genève), soit une différence de près de 50 %!

**Graphique 3: salaire agricole minimum des neuf cantons suisses en 2018<sup>1</sup>**



Tâchons de prendre la mesure de ces quelques chiffres. Selon les dernières données disponibles, le salaire médian suisse (50 % sont supérieurs et 50 % sont inférieurs) s'élevait en 2016 à 6 502.-, c'est-à-dire près du double du salaire minimum des salarié.es agricoles! La comparaison est d'autant plus représentative, lorsqu'on le rapporte aux différentes régions helvétiques: en 2016, le salaire médian de la Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG) se monte à 6 700.-, celui de la Région lémanique (GE, VD, VS) à 6 591.-, alors que celui de la Suisse

1 Le salaire minimum provient des CTT/CCT de chaque canton. Lorsqu'il ne suit pas les directives salariales de l'USP, il a été calculé en prenant en compte le salaire horaire minimum et le nombre d'heures mensuelles de travail. Une moyenne du nombre d'heures a été calculée dans le cas d'une différenciation du travail avec ou sans le bétail (Bâle-Campagne, Fribourg, Valais, Vaud).

orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG) s'élève à 6 092.-. Ainsi, comparé à l'économie régionale, il ressort une plus forte disparité entre les conditions salariales des travailleur.euses agricoles de Suisse occidentale et ceux et celles de Suisse orientale. De plus, le salaire minimum moyen suisse des employé.es agricoles (3 251.-; 13.95 francs l'heure) est très loin du salaire minimum instauré à Neuchâtel en août 2017 qui s'élève à 20.- francs l'heure pour les secteurs secondaire et tertiaire et à 17.- dans l'agriculture.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes! Il est indispensable de repenser rapidement les conditions salariales et de travail dans leur ensemble pour les salarié.es du secteur agricole. Les initiatives répétées au niveau cantonal et fédéral pour l'instauration d'un salaire minimum doivent désormais impérativement s'étendre aux employé.es du secteur primaire, qui représentent en 2018, plus de 30 000 personnes sur l'ensemble du territoire national.

### **Une réalité quotidienne qui s'aggrave!**

L'analyse chiffrée présentée dans la partie précédente fournit un aperçu statistique de la situation. Elle masque toutefois les conditions de vie réelles des employé.es du monde agricole qui sont difficilement mesurables avec les chiffres de l'OFS, mais qu'il est nécessaire de prendre en compte pour évaluer le plus précisément possible la situation. Depuis une quinzaine d'années, les études qualitatives sur le terrain ont permis de fournir de nombreux éléments pour mieux saisir les différentes facettes de la réalité quotidienne dans le secteur primaire. En outre, problèmes financiers, burnouts et suicides sont régulièrement médiatisés et témoignent des conditions de vie alarmantes de l'ensemble des personnes actives dans la paysannerie suisse. Bien que les répercussions de ces problèmes sur les salarié.es soient difficilement mesurables, il est certain qu'elles influencent négativement le quotidien des salarié.es.

En 2014, 55 % des agriculteur.trices interrogés confiaient souffrir de stress élevé au quotidien, notamment en raison de conflits familiaux, d'une surcharge de travail ou encore à cause d'une quantité importante de travail administratif. Selon une étude récente portant sur un échantillon de 1 358 agriculteurs et agricultrices helvétiques, 12 % des interrogé.es déclarent souffrir d'un burnout, c'est deux fois plus que pour le reste de la population suisse (Reissig 2017). La

situation financière est le principal facteur de déclenchement de cette maladie, qui touche d'ailleurs plus les femmes que les hommes. Aux soucis pécuniaires s'ajoutent encore le manque de temps libre, l'isolement social, ainsi que les problèmes de santé. La combinaison de tous ces facteurs, qui s'influencent réciproquement, implique une aggravation des conditions du travail quotidien des paysan.nes helvétiques. La détresse financière, en particulier, est la principale cause des suicides dans le monde agricole, tant en Suisse qu'à l'étranger. D'ailleurs, une vague particulièrement inquiétante de suicides touche la paysannerie suisse: alors que 7% des agriculteur.trices suisses déclarent y avoir déjà pensé, le nombre de suicides a été multiplié par deux et demi entre 2009 et 2015 (de 60 à 153 suicides).

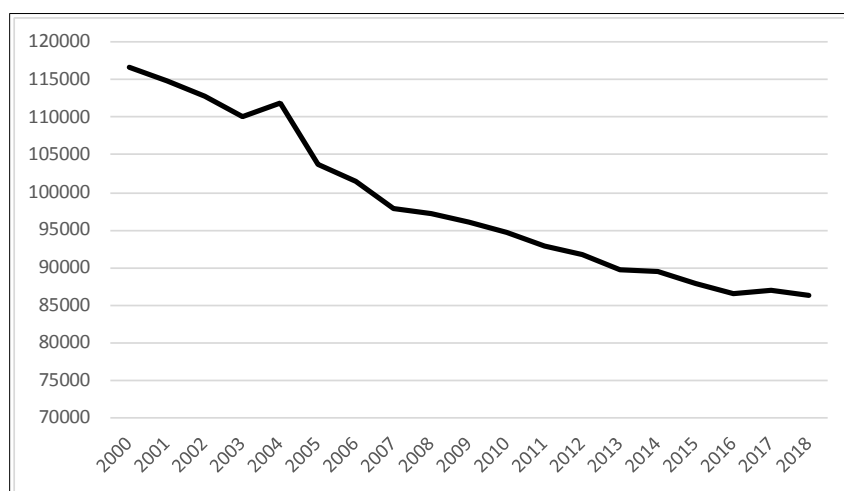
Surcharge de travail, conflits familiaux, difficultés financières et manque de reconnaissance sociale ont ainsi des conséquences désastreuses sur l'identité professionnelle des agriculteurs et des agricultrices helvétiques: ils-elles «semblent vivre cette perte de valeur économique, comme une négation de la valeur fondamentale de leur travail» (Forney, Buxtorf, 2018: 15). En effet, à une durée de travail hebdomadaire qui dépasse bien souvent les septante heures correspond un salaire horaire de misère. Et c'est sans compter la nécessité croissante d'exercer une activité accessoire, qui représente une charge de travail supplémentaire, pour pouvoir tout simplement survivre!

A la lumière de ces constats, une première conclusion s'impose: les conditions de travail des personnes actives dans l'agriculture suisse stagnent depuis maintenant bien trop longtemps. Malgré quelques améliorations çà et là au niveau cantonal, la situation dans son ensemble est très préoccupante. Il est indispensable de développer des formes de solidarités envers les travailleur.euses agricoles pour soutenir leurs revendications de conditions de vie dignes du début du 3<sup>e</sup> millénaire. Car, disons-le, nous sommes bien loin de l'image d'Epinal véhiculée par l'USP et les acteurs de la grande distribution: en réalité, le coq sur le fumier représente une vision idéalisée et s'apparente bien plus à des employé.es embourbé.es qui se démènent au quotidien pour garantir l'avenir de la paysannerie suisse.

## La structure des emplois agricoles en pleine mutation !

Dans les neuf cantons étudiés, la population active dans le secteur agricole a diminué en moyenne de 25.5 %, passant de 116 655 personnes au tournant du siècle à 86 436 en 2018, soit une chute de plus de 30 000 personnes (30 219), l'équivalent des habitants de la ville de Sion ou de la disparition de plus de quatre postes de travail par jour depuis 2000.

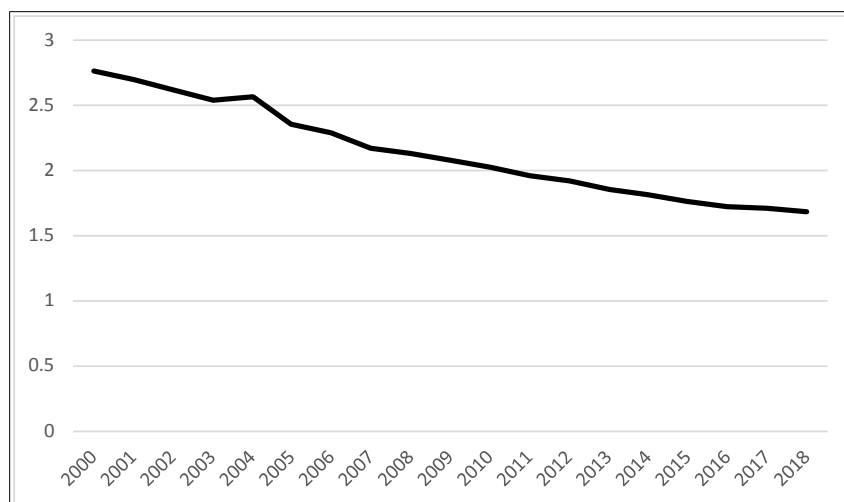
**Graphique 4: nombre de personnes actives dans l'agriculture dans les neuf cantons (2000-2018)**



Lorsque l'on rapporte l'effectif de la population active dans l'agriculture à la population totale des neuf cantons, la diminution est encore plus significative: dans ces cantons, elle est amputée de plus d'un tiers (38 %) pour la période étudiée. Zurich pointe à la tête de ce classement avec un déclin de 44.5 %; le nombre de personnes occupées dans le secteur agricole ne représente plus que 10 440 individus, soit 0.7 % de la population totale du canton en 2018. Zurich est immédiatement suivi par le canton de Fribourg qui connaît une diminution de 44 % de sa population active dans le secteur agricole, soulignant ainsi que le phénomène ne se limite pas aux cantons à majorité urbaine. Notons toutefois le recul plus faible des cantons de Genève (20.5 %) et de Thurgovie (19 %).



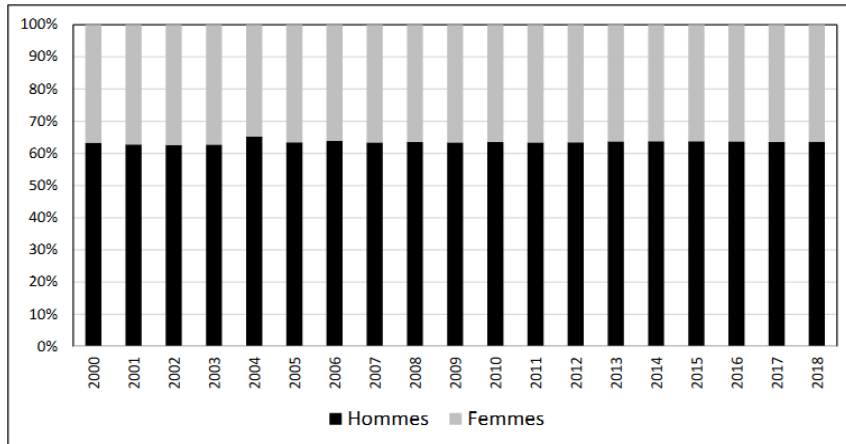
**Graphique 5: part de la population active dans l'agriculture par rapport à la population totale dans les neuf cantons (en %, 2000-2018)**



En dépit du déclin global des individus actifs au sein du secteur agricole, une certaine stabilité persiste dans la structure-même de ces emplois. Hormis Genève qui connaît une diminution de 10 % des effectifs occupés à plein temps au profit d'une activité à temps partiel, les autres cantons ne connaissent qu'une diminution égale ou inférieure à 6 % des emplois à temps plein. Malgré quelques faibles variations au cours de la période, Fribourg ne subit aucun changement depuis 2000; la part des emplois à temps plein se situe à 58 % dans le domaine agricole, s'inscrivant quelque 11 % au-dessus de la moyenne des neuf cantons (47 %). Le Valais inverse légèrement la tendance en voyant l'effectif augmenter de 1 % en faveur du travail à temps plein.

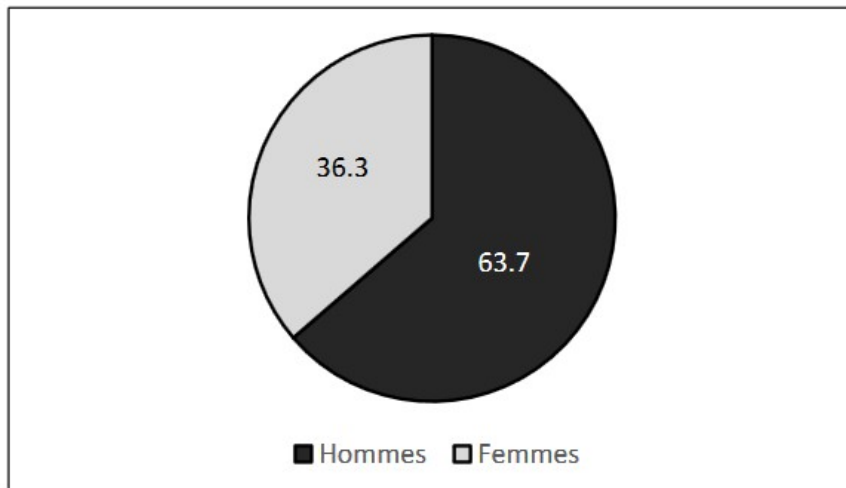
Il en va de même pour la répartition des effectifs des travailleur.euses de sexe masculin et féminin. Bien que les effectifs totaux diminuent respectivement de 25.5 % et de 26.5 % sur la période, la variation entre la proportion d'hommes et de femmes actif.atives dans le secteur agricole reste inférieure à 3 %, atteignant une moyenne de 63.5 % d'hommes et 36.5 % de femmes pour la période 2000-2018.

**Graphique 6: répartition des travailleur.euses agricoles selon le sexe, sans distinction du taux d'occupation, dans les neuf cantons (en %, 2000-2018)**



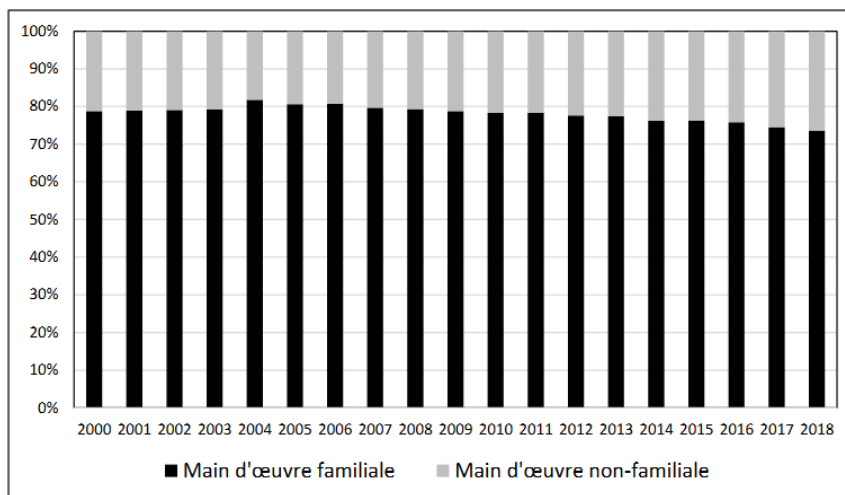
L'année 2018 connaît une légère diminution de la part des travailleuses dans l'agriculture, dans les neuf cantons, par rapport à la moyenne puisqu'elles ne constituent plus que 36.3% de la force de travail. Toutefois, dans les cantons de Genève (+ 6.5%) et Vaud (+ 1%), les femmes gagnent en représentativité sur la période étudiée.

**Graphique 7: répartition des travailleur.euses agricoles selon le sexe, sans distinction du taux d'occupation, dans les neuf cantons (en %, en 2018)**



Jusqu'en 2000, la grande majorité de la main-d'œuvre agricole faisait partie de la famille de l'exploitant, représentant quelque 80 % des personnes actives dans l'agriculture. Depuis lors, l'effectif de cette main-d'œuvre a chuté de 30.5 % dans les neuf cantons étudiés, passant de 91 906 individus au tournant du siècle à 63 658 en 2018. La quantité de main-d'œuvre non-familiale décroît également, mais de manière moins importante: elle passe de 24 749 individus en 2000 à 22 778 en 2018, soit une diminution de 8 % en 18 ans. Relevons au passage qu'environ 80 % des exploitations n'ont pas recours à de la main-d'œuvre salariée, si ce n'est lors de situations ponctuelles (récoltes, soins au bétail, etc.). En termes relatifs cette fois, la part de la main d'œuvre familiale connaît également un déclin loin d'être anodin. Si elle représentait 79 % de la totalité des personnes actives en 2000, elle descend à 73.5 % en 2018, laissant une place toujours plus grande à la main-d'œuvre non-familiale qui compte désormais pour 26.5 % de la totalité de la population active dans l'agriculture contre 21 % en 2000.

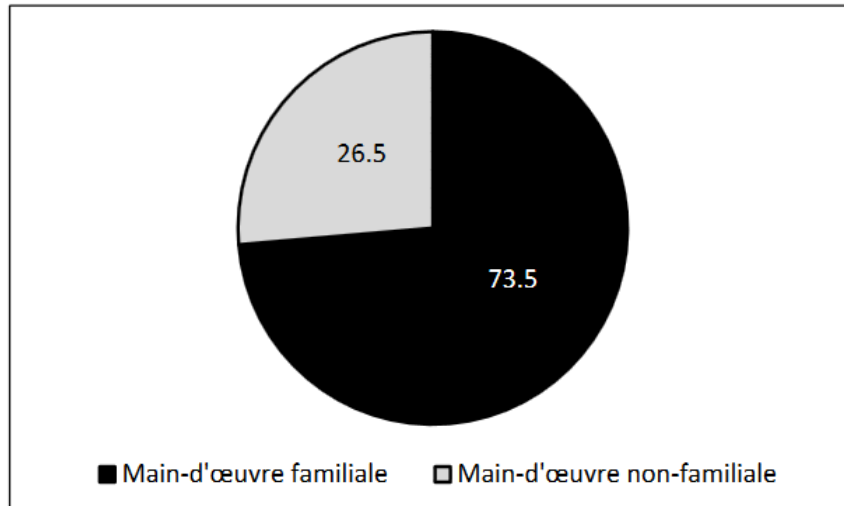
**Graphique 8: répartition de la main-d'œuvre selon l'appartenance à la famille dans les neuf cantons (en %, 2000-2018)**



En conséquence, le secteur agricole délaisse la structure d'exploitation familiale, durant cette période et pour les neuf cantons étudiés, pour s'orienter toujours davantage vers une agriculture de type industrielle, recourant à des travailleurs externes à la famille, et

ce particulièrement en Thurgovie et en Valais où l'effectif de la main-d'œuvre non-familiale a respectivement progressé de 7.5% et de 30% en un peu moins d'une vingtaine d'années.

**Graphique 9: répartition de la main-d'œuvre selon l'appartenance à la famille dans les neuf cantons (en %, 2018)**

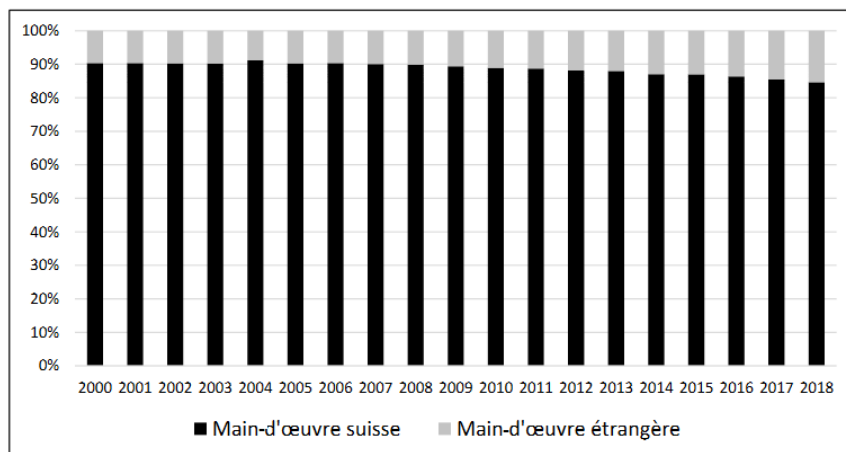


Un autre élément très important de la structure agricole suisse est le recours à des travailleur.euses étranger.ères. Leur effectif a progressé de 17.5% passant de 11 277 à 13 272 personnes sur la période alors que le nombre de travailleurs et travailleuses helvétiques a connu une diminution de 30.5% passant de 105 378 personnes actives suisses à 73 158. Les cantons de Fribourg (+ 21.5%), de Berne (+ 31.5%), du Valais (+ 48%) et de Thurgovie (+ 76%) figurent en tête des plus importantes progressions des effectifs d'employé.es étranger.ères, alors que Vaud (- 1%), Genève (- 3%) et Bâle-Campagne (- 22.5%) voient leurs effectifs diminuer.

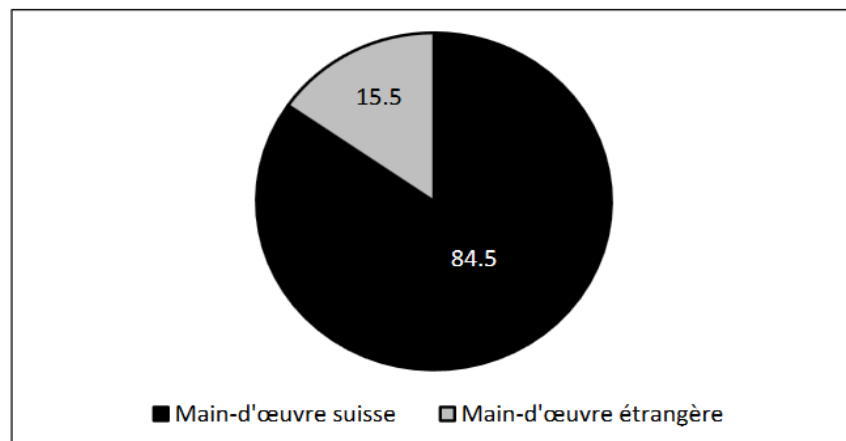
Toutefois, la part de la main-d'œuvre étrangère n'évolue que de 5.7% dans les neuf cantons pour la période étudiée, atteignant en 2018 15.5% du total des employé.es du secteur. A cela, il faut ajouter un élément difficilement quantifiable, mais qu'il est indispensable de prendre en compte: la part des salarié.es non-déclaré.es. Malgré les propos de l'USP qui prétend que le travail au noir est révolu dans l'agriculture suisse, plusieurs études mentionnent qu'environ 8 000

travailleurs et travailleuses non-déclaré.es sont actuellement employé.es dans le domaine agricole, principalement d'origine étrangère (Bopp, Affolter: 99).

**Graphique 10: répartition de la main-d'œuvre suisse et étrangère dans les neuf cantons (en %, 2000-2018)**



**Graphique 11: répartition de la main-d'œuvre suisse et étrangère dans les neuf cantons (en %, en 2018)**



Sur la période 2000-2018, on observe donc un changement structurel notable de l'agriculture au sein des neuf cantons étudiés. D'une part, la population qu'elle occupe diminue massivement: en

20 ans, c'est plus d'un quart de la population active qui quitte le secteur agricole! D'autre part, l'agriculture quitte progressivement les modèles d'exploitation centrés sur la main-d'œuvre familiale pour s'ouvrir à la force de travail extérieure et particulièrement étrangère dans la quasi-totalité des cantons, indépendamment de leur proximité aux frontières du pays. En effet, en l'espace de deux décennies, la main-d'œuvre familiale diminue de plus de 30% au profit d'employés non membres de la famille et étrangers. Si cette restructuration dans les emplois agricoles permet de répondre à une concurrence toujours plus importante au sein du secteur agricole, elle témoigne surtout de conditions de travail qui ne permettent plus aux exploitations familiales de faire face à la situation et qui sont contraintes d'avoir recours à une main-d'œuvre extérieure. Dans cette perspective, la concentration des exploitations agricoles constitue également un moyen d'affronter la libéralisation croissante du marché et la concurrence qui l'accompagne.

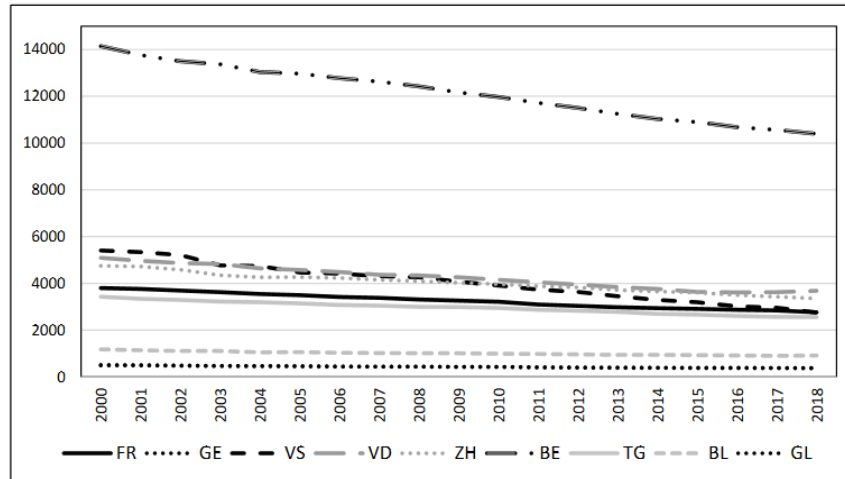
## **La concentration des exploitations agricoles**

Pour l'ensemble des neuf cantons, le nombre d'exploitations a chuté de près de 30% entre 2000 et 2018 passant de 38 785 à 27 158, dépassant ainsi légèrement la baisse au niveau suisse de 28.3%. En termes journaliers, cela équivaut à plus d'un domaine qui disparaît chaque jour dans les neuf cantons depuis le tournant du siècle et près de trois par jour pour la Suisse!

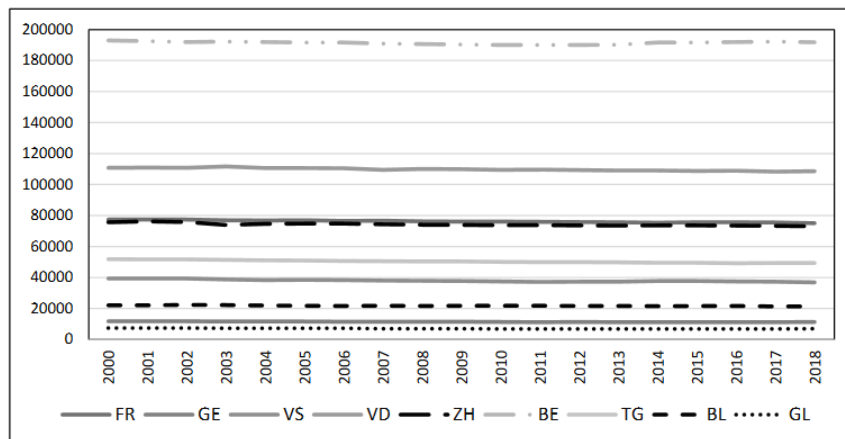
Le Valais est particulièrement touché puisqu'il perd près de la moitié de ses exploitations sur la période, avec une chute de 49% alors que Genève est le canton le moins touché par cette diminution avec un recul de 21%. Relevons également que le canton de Berne, le plus important canton agricole suisse, accuse une perte de plus de 25% du nombre d'exploitations sur son territoire.

Cette réduction du nombre d'exploitations n'est qu'en partie due à une réaffectation des sols puisque sur l'ensemble des neuf cantons, la Surface agricole utile (SAU) ne diminue que de 2.5%, passant de 589 585 ha en 2000 à 574 647 ha en 2018, réduction légèrement inférieure à l'évolution helvétique (- 2.6%). Les cantons de Glaris et du Valais sont les plus touchés avec un recul respectif de la SAU de 6.8% et de 6.2%.

**Graphique 12: évolution du nombre d'exploitations dans les neuf cantons**



**Graphique 13: évolution de la SAU dans les neuf cantons**



Si la diminution de la SAU n'explique pas la chute du nombre d'exploitations dans les neuf cantons, c'est en s'attardant sur la structure de ces dernières que nous trouvons une explication. Pour la période étudiée, toutes les exploitations inférieures à 30 ha ont connu une nette diminution. Les plus touchées d'entre elles sont celles qui comptent de 3 à 5 ha et de 5 à 10 ha; elles voient leurs

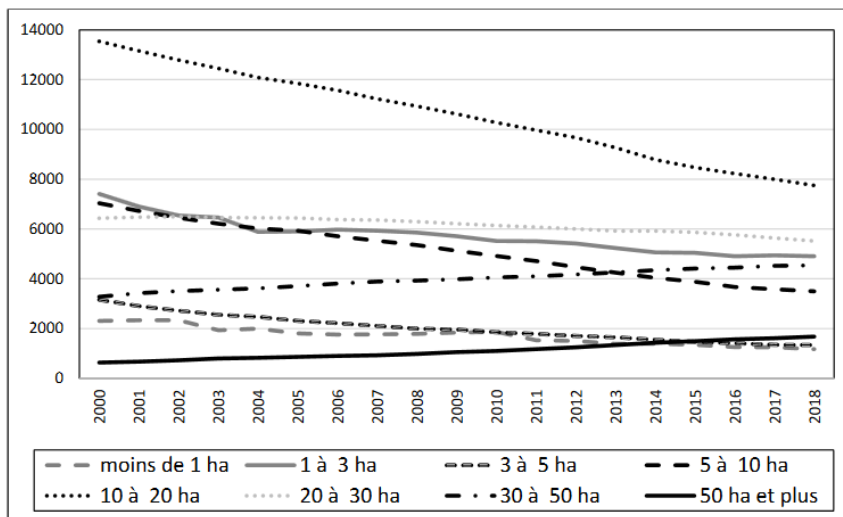
effectifs respectifs chuter de 57.5 % et de 50 % entre 2000 et 2018. Cette tendance est confirmée au niveau suisse puisqu'elles abandonnent respectivement 53.5 % et 48.5 % de leur total original. Dans les cantons de Berne et du Valais, les domaines de 3 à 5 ha diminuent de près de deux tiers, soit 63 % et 64%! Le Valais connaît d'ailleurs la plus forte chute des exploitations de moins d'un hectare puisqu'entre 2000 et 2018, leur nombre a diminué de 75.7%! Seul Genève fait figure d'exception avec un gain de 9.75 % du nombre de domaines entre 1 et 3 ha sur la période. Comment expliquer cette chute si importante des petites exploitations agricoles? La principale raison est la politique de libre-échange agricole pratiquée par les autorités fédérales. Mis en compétition avec des produits du monde entier, les petites agriculteur.trices helvétiques ne peuvent plus supporter cette concurrence et n'ont d'autre choix que de concentrer leurs activités afin de réduire au maximum les coûts d'exploitation, ce qui se répercute sur les salaires des employés.

En dernier ressort, cette diminution profite aux plus grandes exploitations qui voient leur nombre croître de manière extraordinaire sur la période. Au niveau des neuf cantons, les domaines de 30 à 50 ha connaissent une croissance de 38.5 % passant de 3 275 à 4 541 entre 2000 et 2018. Toutefois, dans les cantons de Vaud et de Genève, elles abandonnent 6.5 % et 37 % de leur effectif. Plus impressionnant encore, le nombre d'exploitations de plus de 50 ha progresse de 163 % passant de 638 à 1 680, se plaçant nettement au-dessus de la tendance helvétique (+ 136 %). Zurich enregistre la plus forte hausse avec une augmentation de 267.5 % devant Fribourg (221.5 %) et la Thurgovie (209.5 %).

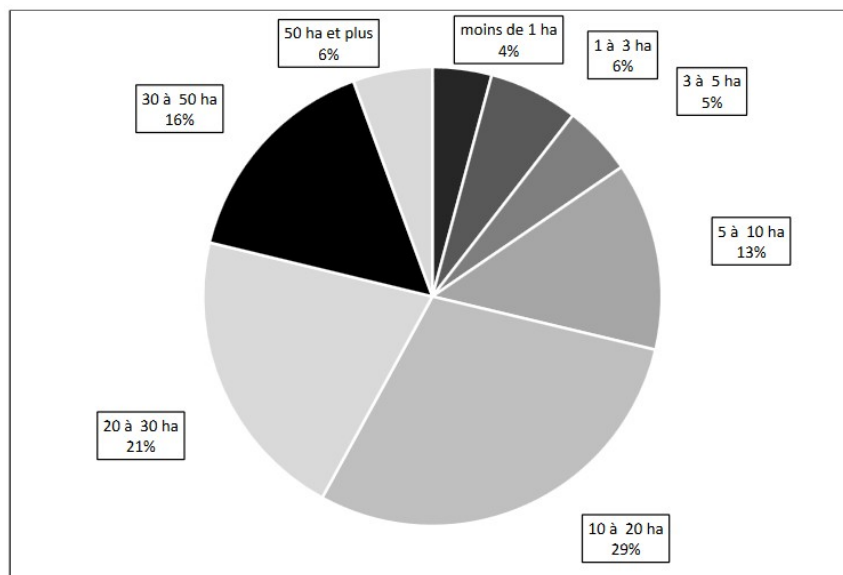
On assiste donc à un changement important du type d'exploitation sur la période. Les exploitations de moins de 20 ha ont toutes diminué leur importance sur l'échiquier agricole, abandonnant jusqu'à 4.5 % pour les exploitations entre 10 et 20 ha.



**Graphique 14: évolution des types d'exploitation selon la taille dans les neuf cantons**



**Graphique 15: répartition des exploitations selon la taille dans les neuf cantons, en 2018**

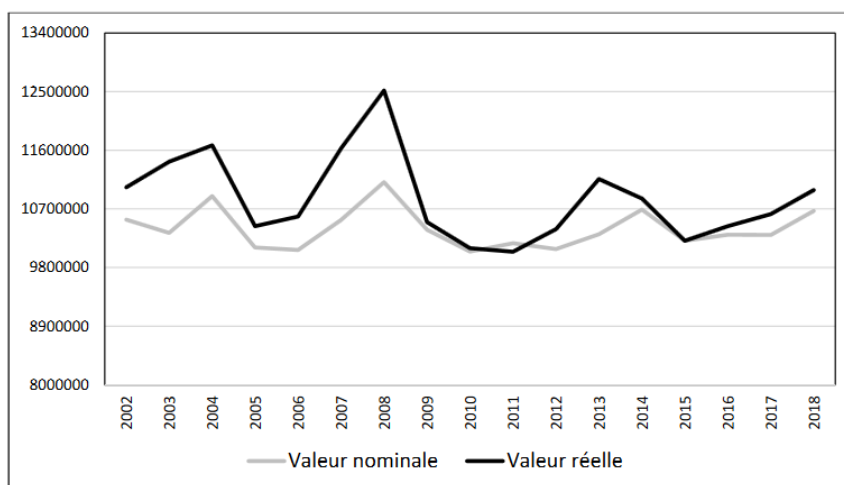


Les trois plus grands types d'exploitation gagnent respectivement 3.5% (20-30 ha), 7.5% (30-50 ha) et 4% (50 ha et plus) entre 2000 et 2018, s'inscrivant dans la tendance helvétique. On assiste alors à une réelle concentration des exploitations agricoles, au détriment des petits domaines, élément qui confirme la dynamique tendant vers une agriculture de type industrielle.

## Une production agricole qui stagne, mais des revenus qui augmentent !

Depuis le début du siècle, la production agricole totale helvétique a légèrement augmenté. Exprimée en valeur absolue, elle est passée de 10 536 millions de francs en 2002 à 10 669 millions en 2018 (+ 1.2%). En prenant en compte l'indice de la production agricole calculé par l'OFS, le résultat adapté indique une diminution réelle de la production agricole de 1.6% sur l'ensemble de la période.

**Graphique 16: évolution de la production agricole totale suisse (2002-2018)**



L'évolution de la production agricole totale des neuf cantons étudiés correspond dans les grandes lignes ( $\pm 5\%$ ) à l'évolution nationale, à l'exception notable du canton du Valais qui connaît une croissance de l'ordre de 15%. Par contre, en ne prenant en considération que les dix dernières années (2008-2018), la production totale

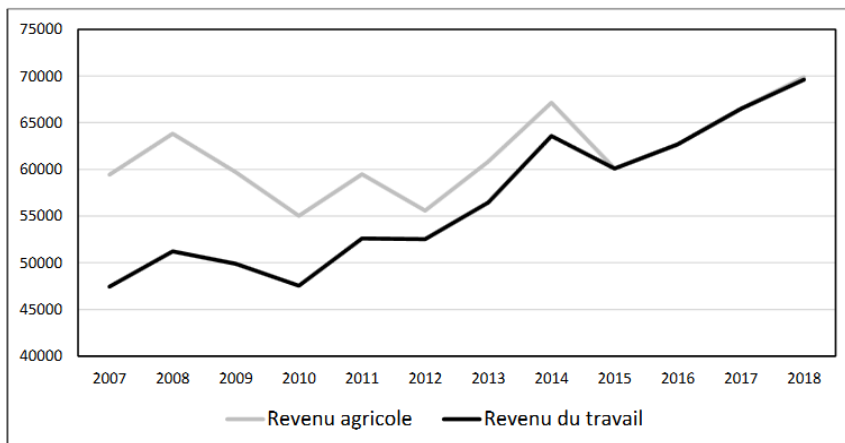
agricole accuse une baisse sensible dans l'ensemble des cantons, en particulier dans les cantons de Berne (- 16 %) et de Fribourg (- 14,5 %). Enfin, en rétrécissant encore la période aux années 2013-2018, l'évolution est plus contrastée. D'une part, trois cantons de Suisse-occidentale (Genève, Valais et Vaud) connaissent une croissance de la production, variant entre 2 % et 10 %. D'autre part, les autres cantons analysés (Berne, Bâle-Campagne, Fribourg et Thurgovie) voient leur production agricole diminuer de 1 % à 6 %, tandis que celle de Zurich et Glaris ne varie pas.

Un constat s'impose: de manière générale, la production agricole totale suisse connaît une légère tendance à la baisse, quelle que soit la période considérée. Si certains cantons de l'ouest de la Suisse affichent certes une évolution contrastée, elle ne doit toutefois pas masquer la situation de fond.

Chaque année, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) publie un *Rapport agricole* qui fournit des données sur les conséquences de la politique agricole suisse. Basé sur l'étude comptable de plus 3 000 exploitations témoins, jugées révélatrices de la situation économique agricole au niveau fédéral, ce rapport nous renseigne sur l'évolution des revenus dans le secteur agricole.

Depuis une dizaine d'années, ce revenu a beaucoup fluctué mais accuse une tendance à la croissance, particulièrement marquée depuis 2015. La hausse est d'autant plus importante si l'on considère le revenu du travail qui sert à rémunérer les salarié.es travaillant sur l'exploitation, correspondant au revenu agricole après déduction des intérêts calculés sur les capitaux propres. En effet, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie sur la période 2007-2018, le revenu du travail a quasiment augmenté de moitié (+ 46 %). Relevons enfin qu'avec un taux négatif des obligations fédérales à dix ans, l'intérêt est égal à zéro depuis trois ans, ce qui signifie que l'évolution des revenus agricoles et du travail est identique.

**Graphique 17: revenu agricole et revenu du travail en Suisse  
(en francs constants, 2011 = 100)**



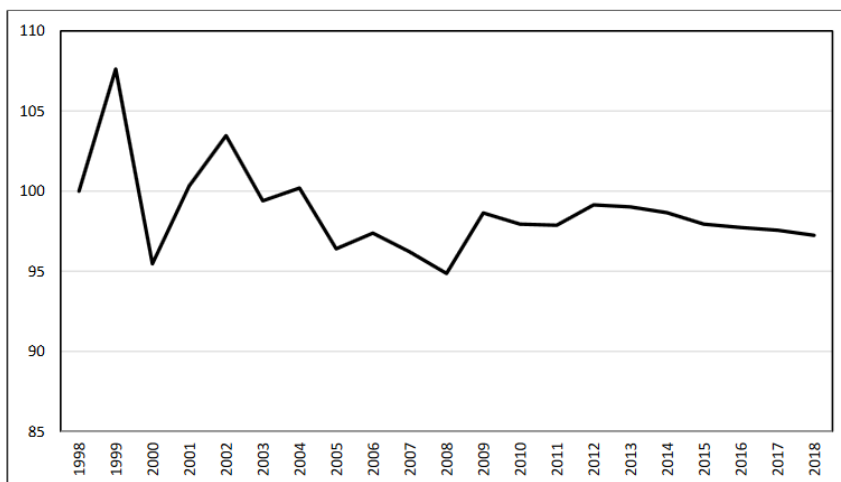
Essayons de faire le point sur la situation de l'agriculture helvétique avant de poursuivre. La production totale s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis une vingtaine d'années pour une SAU qui ne varie que très légèrement, le nombre de petites structures diminue de façon drastique au profit d'un renforcement des grandes exploitations et le revenu croît de manière importante depuis une dizaine d'années. La combinaison de ces éléments signifie que le mouvement de concentration des activités agricoles permet de dégager des marges toujours plus confortables. En effet, alors que le passage vers une agriculture de type industrielle permet très clairement de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'accroître les revenus, les conditions de travail des salarié.es agricoles continuent elles à stagner: ils-elles travaillent dans des conditions précaires et ne profitent à aucun moment de l'augmentation des revenus! Il est impératif de redistribuer équitablement les revenus agricoles en leur faveur en développant des formes de solidarités à leur égard!

## Une paysannerie suisse subventionnée et surendettée

Les collectivités publiques jouent un rôle fondamental dans le soutien de l'agriculture helvétique. Leur intervention influence en effet largement les conditions dans lesquelles évolue l'agriculture suisse. Elles subventionnent, tout d'abord, largement la paysannerie suisse. Ensuite, la politique douanière fédérale détermine en grande partie le degré de protection des agriculteur.trices suisses. Enfin, le taux d'intérêt agricole pratiqué par les banques cantonales, qui détiennent la plus grande partie des crédits agricoles, est un outil permettant d'influer sur la situation financière des exploitations agricoles. Malgré ces nombreux outils, les paysan.nes suisses sont très lourdement endettés.

Selon le dernier rapport de l'OCDE, la Confédération suisse est le pays qui subventionne le plus fortement son agriculture parmi l'ensemble des Etats membres de l'OCDE. En 2018, la Confédération a déboursé 3 639 milliards de francs pour l'agriculture et l'alimentation, soit environ 5 % des dépenses totales de l'Etat fédéral. A titre de comparaison, ce montant représente environ 1.20 francs par habitant et par jour, contre 30 centimes dans les pays européens, soit quatre fois plus.

**Graphique 18: évolution de l'indice des dépenses fédérales en faveur de l'agriculture et de l'alimentation (1998 = 100)**



Depuis une dizaine d'années, le montant alloué à l'agriculture n'a quasiment pas évolué; depuis 1998, il a même baissé de 2,5%. Ces fonds, qui sont destinés à soutenir la production et la vente, à rémunérer certaines prestations en faveur de la société (paiements directs) et à améliorer les bases de production et les mesures sociales, représentent actuellement un peu moins de 60% des revenus de l'ensemble des exploitations agricoles helvétiques.

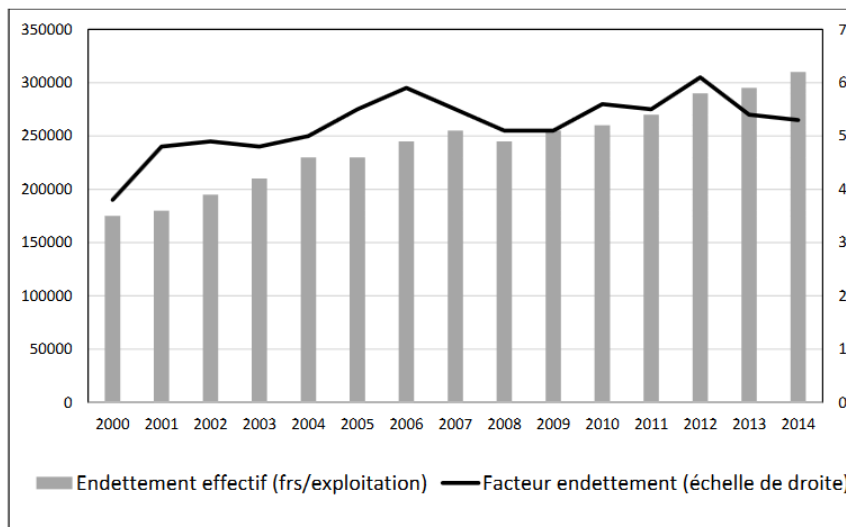
Or, toutes les études le montrent, la politique agricole fédérale ne profite pas aux agriculteurs et agricultrices! En 2018, seule la moitié des 3.6 milliards profite réellement aux acteurs de la paysannerie suisse, l'autre moitié étant accaparée par les grandes chaînes de transformation et de distribution. A titre d'exemple, une trentaine d'entreprises de transformation a reçu, en 2012, plus d'un million de francs chacune. Ainsi, alors que les subventions fédérales sont censées soutenir le développement des activités agricoles helvétiques, elles ne servent en dernier ressort qu'à nourrir les marges des grandes enseignes, au détriment des paysan.nes qui en auraient vraiment besoin.

Fort de ce constat, comment se fait-il que les autorités publiques continuent à tolérer que les salarié.es agricoles touchent quelques 3 200.- francs pour plus de 50 heures de travail hebdomadaire? Pourquoi versent-elles de telles subventions, dont une moitié seulement contribue à soutenir réellement la paysannerie suisse? Il serait grand temps de repenser l'affectation finale des subventions fédérales pour qu'elles cessent d'alimenter les marges des grandes entreprises qui, on le verra, ne témoignent qu'une attention dérisoire aux revenus des producteur.trices! Ce serait, en effet, l'occasion de conditionner l'accroissement des montants de ces allocations à une amélioration des conditions de vie et de travail des travailleur.euses agricoles.

Malgré ces subventions, la paysannerie suisse souffre d'un endettement chronique qui ne cesse de s'aggraver. Selon les données à disposition, l'endettement en francs par hectare s'est accru d'environ 20% entre 2010 et 2016, passant de 26 327 à 31 316 francs. Même constat du côté de l'endettement par hectare de SAU: durant la même période, il passe de 2 700 à 3 150 francs, soit une augmen-

tation de 17%. Cette situation implique que le facteur d'endettement – qui représente le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette si toute la trésorerie y était consacrée – ne cesse d'augmenter depuis le début du millénaire. Ainsi, en l'espace d'une quinzaine d'années, le facteur d'endettement a augmenté d'une année et demi.

**Graphique 19: endettement effectif et facteur d'endettement à l'échelle suisse**

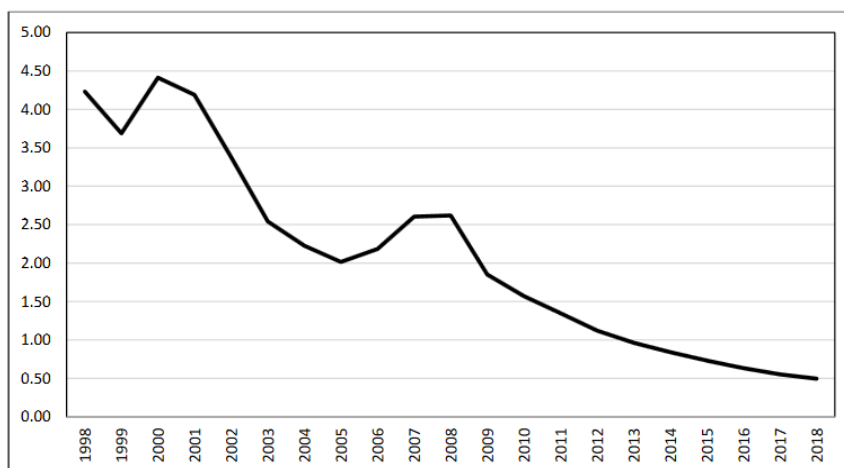


Un autre élément permet de bien saisir l'ampleur du problème: le taux d'endettement de l'ensemble de l'agriculture suisse était de 44% en 2008, alors que les crédits hypothécaires représentaient, à cette même date, 53% de la dette agricole totale. A ce propos, il faut relever que la diminution des taux d'intérêt moyens agricoles depuis une vingtaine d'années va certainement contribuer à alléger la situation financière des paysan.nes suisses: selon les données de la Banque nationale suisse, ils diminuent en effet de plus de 60% entre 1998 et 2018.

Or, l'endettement a des effets considérables, tant sur la santé morale des paysan.nes suisses que sur la santé économique de l'agriculture en générale. Selon toutes les études qualitatives, il est en effet la principale cause des dépressions, burnouts et suicides... et c'est sans

compter qu'il est le premier responsable de la fermeture des petites structures agricoles. En 2010, le Conseil fédéral estimait ainsi que la dette de l'ensemble de l'agriculture suisse se montait à plus de 18 milliards de francs.

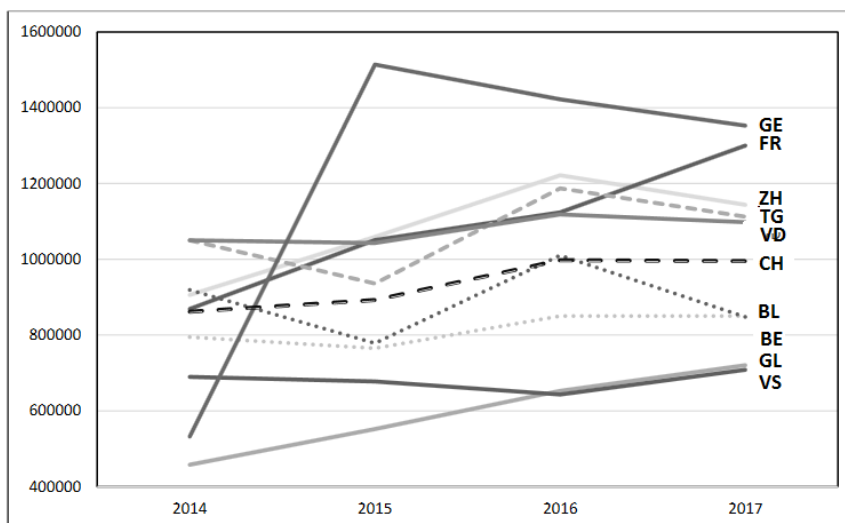
**Graphique 20: évolution du taux agricole moyen suisse  
(en termes réels, 1998 = 100)**



Malgré ces constats alarmants, la situation ne cesse d'empirer. Selon les données de l'USP, si le nombre de crédits d'investissement diminue sur l'ensemble du territoire (- 6%), le montant individuel de chaque emprunt croît de manière très importante (+ 15%) sur la période 2014-2017. Cela signifie que le processus de concentration des exploitations agricoles engendre un recours à des montants toujours plus importants pour se financer. Dans cette situation, les petites exploitations auront de plus en plus de peine à supporter la concurrence de ces grandes exploitations, ce qui impliquera inévitablement une dégradation des conditions de vie et de travail des salarié.es actifs-actives au sein des petit.es structures qui feront les frais de ce processus de concentration.



**Graphique 21: capital emprunté (en francs/exploitation) dans les neuf cantons (2014-2017)**

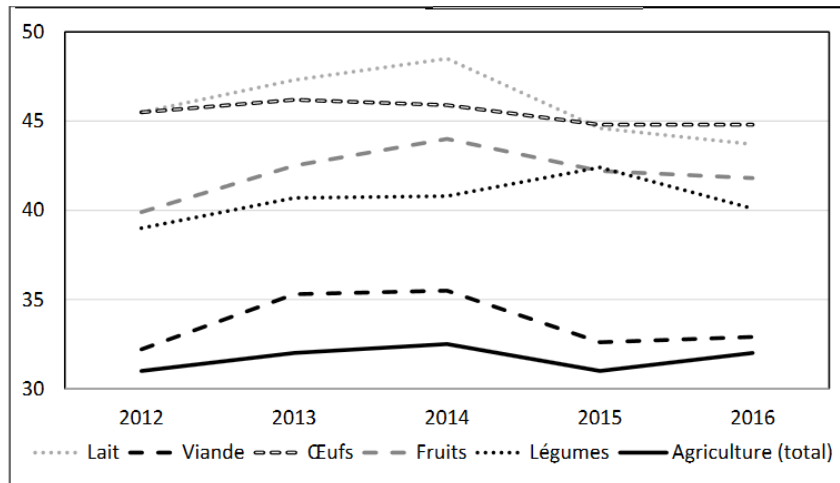


## Le rôle des acteurs de la grande distribution

Les acteurs de la grande distribution jouent un rôle central dans la redistribution des richesses issues de la production agricole suisse. D'une part, les deux grands distributeurs Migros et Coop représentent à eux deux près de 50 % du marché de détail des denrées alimentaires, avec des pics à presque 80 % pour certains produits. En se positionnant comme les principaux acheteurs de la production agricole, ils peuvent exercer une pression croissante sur les prix payés aux producteur.trices, ceux-ci ne disposant que de très peu d'outils de négociation. A son tour, cette situation duopolistique engendre une concentration de la production et pousse à des performances de rendement toujours plus importantes, c'est-à-dire à une pression constante vers le bas sur les revenus des producteur.trices et par conséquent sur les salaires des travailleur.euses. D'autre part, l'écrasement des prix dans la grande distribution implique une diminution des revenus des agriculteur.trices, puis par ricochet, de ceux des travailleur.euses agricoles qui se retrouvent en bout de chaîne. En dernier ressort, ce sont donc bien les salarié.es agricoles qui font les frais de la politique des grandes enseignes.

Tâchons maintenant d'évaluer plus précisément le rôle économique des acteurs de la grande distribution. Selon l'indice des prix à la production agricole calculé par l'OFS, les prix de l'ensemble des produits agricoles ont diminué de 1.5% entre 2012 et 2016. Comment cette baisse se répercute-t-elle sur les montants versés aux producteur.trices? Bien que nous ne disposions pas du montant des marges bénéficiaires réalisées sur la vente des produits dans la grande distribution, la part aux producteur.trices – qui représente le montant versé aux producteur.trices par franc dépensé – fournit un élément indicatif de réponse. Selon les dernières informations disponibles (Newsletter de l'OFAG, 2016), la part au producteur.trice dans le prix à la consommation a baissé en 2016 pour tous les groupes de produits, à l'exception de la viande et des œufs. L'évolution de la situation entre 2012 et 2016 présente par contre une tendance plus contrastée. Sur les cinq groupes de produits considérés, la part au producteur.trice dans les secteurs laitier et des œufs accuse une diminution régulière ; les trois autres secteurs (viande, fruits et légumes) connaissent une légère croissance.

**Graphique 22: part des producteur.trices exprimée en centimes par franc dépensé (2012-2016)**



Toutefois, cette augmentation correspond à la croissance de la production de la branche, ce qui signifie que la situation n'évolue pas pour les producteurs et productrices. Enfin, selon les données de l'USP, la part totale qui revient à l'agriculture sur chaque franc dépensé se monte à environ 32 centimes, montant qui n'a pas évolué depuis 2001 (Agristat 18/12: 101). De plus, en se basant sur les données statistiques de l'OFS, il s'avère que le revenu net des exploitations ne se monte qu'à 29% de la valeur de la production, proportion qui n'a elle non plus pas évolué depuis 2001! En conséquence donc, la marge des producteur.trices n'est que de neuf centimes sur chaque franc dépensé pour les produits agricoles dans les grandes enseignes!

En définitive, des marges importantes existent, mais sont pour plus des deux tiers accaparées par les transformateurs et les distributeurs. En effet, entre 33% et 45% seulement des montants dépensés par les consommateur.trices pour les principaux produits agricoles reviennent aux producteur.trices. Cette politique des prix menée par les grands distributeurs a des effets néfastes sur l'ensemble de l'économie suisse. Premièrement, la marge réalisée par les distributeurs est constante et ne profite à aucun moment aux producteur.trices. En adaptant à la conjoncture le montant reversé aux agriculteur.trices, les acteurs de la grande distribution réussissent ainsi à maintenir leurs marges bénéficiaires, au détriment des producteur.trices. Deuxièmement, les salarié.es agricoles souffrent de la pression à la baisse des prix qui se répercute sur tous les maillons de la chaîne de production agricole. Cette situation les empêche de profiter des marges nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. Troisièmement, les consommateur.trices finaux ne bénéficient aucunement de la baisse des prix de la production agricole et tendent uniquement à entretenir les profits des distributeurs.

Ces quelques constats nous amènent à une conclusion très claire: les grandes enseignes contribuent largement à entretenir la situation précaire des salarié.es agricoles! En imposant des prix aux producteur.trices qui dépendent d'eux pour l'écoulement de leurs produits, mais qui leur permettent de maintenir des bénéfices confortables, les grandes chaînes de distribution ont une responsa-

bilité majeure dans l'évolution de la paysannerie suisse. Or, une diminution de quelques centimes par franc de leurs profits sur les produits agricoles permettrait d'insuffler un souffle nouveau à tous les travailleur.euses agricoles. En outre, en récupérant les revendications de la population pour une alimentation plus saine et plus responsable (agriculture biologique, produits de proximité, etc.), ces grands groupes réussissent à maintenir leur position hégémonique sur le commerce de détail, au détriment des petit.es producteur.trices. Il est donc grand temps de repenser et de réorganiser la chaîne d'écoulement des produits agricoles suisses en privilégiant les petites enseignes. Plus que jamais, les consommateur.trices doivent prendre conscience des conditions réelles de vie et de travail des salarié.es agricoles suisses, ce qui pourrait contribuer à les réorienter en direction de distributeurs réellement responsables et soucieux de l'avenir de la paysannerie suisse. En deux mots, il est indispensable de valoriser les produits locaux et les circuits courts si nous voulons soutenir les salarié.es agricoles suisses !

### **Parlons d'égalité !**

En vertu de l'article 104 de la Constitution fédérale de 1999, la Confédération veille à ce que l'agriculture assure un approvisionnement alimentaire pérenne à la population en respectant les exigences du développement durable. Développement durable qui, rappelons-le, ne concerne pas uniquement l'économie et l'environnement mais la société tout entière. Parmi les critères retenus par le Conseil fédéral pour assurer un développement durable, on retrouve le devoir de protection de la santé et de la sécurité des personnes «au sens le plus large» et l'assurance de «garantir des droits identiques [...] pour tous, en particulier l'égalité». Or, une analyse des conditions de travail des employés et employées du secteur agricole suffit pour mettre à mal la notion-même d'égalité au sein du tissu économique helvétique. Rappelons que, dans les neuf cantons étudiés, les travailleurs et travailleuses agricoles fournissent en 2018 – de manière tout à fait légale – en moyenne 53 heures de travail hebdomadaire contre les 41,6 heures des deux autres secteurs confondus. Rappelons également que le salaire mensuel minimum recommandé par l'USP, dans le même secteur agricole, se limite à 3 235 francs- par mois alors que le salaire mensuel médian national des deux autres

secteurs se monte à 6 502 francs. Rappelons enfin que ces conditions effroyables ne concernent que les mieux lotis du secteur; quelques 8 000 travailleurs, hommes et femmes non-déclarés, ne bénéficient pas, à l'heure actuelle, de contrat de travail et de la protection sociale dans le secteur agricole.

Au-delà de ces chiffres, c'est la pérennité des valeurs suisses qui est en jeu. Cette Suisse de la terre et du terroir, qui a façonné la réputation helvétique à l'étranger depuis plus de deux siècles, se délite. La main-d'œuvre helvétique et son savoir-faire ne cessent de décroître à l'instar de la main-d'œuvre familiale qui n'a plus les moyens de survivre décemment et qui doit trouver d'autres débouchés plus rentables. Les petites exploitations familiales se font de plus en plus rares, elles chutent de plus de 30 % entre 2000 et 2018, au profit de domaines toujours plus grands, accroissant ainsi encore la pression économique sur les travailleurs et travailleuses déjà à bout de souffle. Il est temps de profiter de la percée politique verte à l'échelle nationale pour faire valoir l'essence-même du développement durable dans ses trois dimensions: économique, écologique et surtout, sociale. Une solidarité avec les travailleurs et travailleuses agricoles n'a jamais été aussi actuelle !

*Lausanne, décembre 2019*

## Orientation bibliographique

- BOPP, Tina, AFFOLTER, Simon, «Vom helvetischen Flüchtling bis zu neuen Formen neukolonialer Knechtschaft in der Landwirtschaft», 2017. Disponible en ligne: <http://www.denknetz.ch/> (Etat au 28.10.2018).
- CHARMILLOT, Emmanuel, *La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture suisse: rôle et enjeux. Etude de cas auprès de producteurs de lait en Suisse romande*, Mémoire de master UNINE, 2017, 108 p.
- DIRLEWANGER, Dominique, PORDENONE, Gian Franco, *L'agriculture vaudoise sous la loupe*, 1999, 25 p.
- DROZ, Yvan, FORNEY, Jérémie, *Un métier sans avenir? La grande transformation de l'agriculture suisse romande*, Genève, IUED, 2007, 186 p.
- DROZ, Yvan, MIÉVILLE-OTTI, Valérie, JACQUES-JOUVENOT, Dominique et LAFLEUR, Ginette, *Malaise en agriculture. Une approche interdisciplinaire des politiques agricoles France-Québec-Suisse*, Paris: Karthala, 2014, 192 p.
- FORNEY, Jérémie, BUXTORF, Romane, *Rapport final. Etude conjointe DSAS-DIAF sur les risques psycho-sociaux des agriculteurs et agricultrices du canton de Fribourg*, UNINE, 2018, 41 p.
- LAMPART, Daniel, KOPP, Daniel, *Les CCT en Suisse: problèmes, mesures requises, solutions*, Dossier n° 95 de l'Union Syndicale Suisse, 2013, 23 p.
- MATTHEY, Florence, *L'influence des difficultés financières et des bas revenus sur la production agricole chez les agriculteurs suisses romands*, Master de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires, Berne, 2015, 80 p.
- REISSIG, Linda, «Häufigkeit von Burnouts in der Schweizer Landwirtschaft / Fréquence des burnouts dans l'agriculture suisse», *Agrarforschung Schweiz*, 10, 2017, pp. 402-409.
- OESCH, Daniel, «Die Bedeutung von Gesamtarbeitsverträgen für die Arbeitsmarktregulierung in der Schweiz», *Zeitschrift für Arbeitsrecht und Arbeitslosenversicherung*, 2012, pp. 120-127.

# **Die Situation der Landarbeiterinnen und Landarbeiter in der Schweiz**

VERGLEICHENDE STUDIE VON 9 SCHWEIZER KANTONEN  
(2000–2018)

Gilles BOURQUIN, Jan CHIARELLI  
Historiker

Aus dem Französischen übersetzt von J. Gomez und S. Bovat.

## Die Arbeitsbedingungen in der Schweizer Landwirtschaft auf einen Blick

	<p>In weniger als 20 Jahren hat der Agrarsektor in den 9 untersuchten Kantonen mehr als 30'000 beschäftigte Personen verloren. Das entspricht der Einwohnerzahl der Stadt Sitten oder dem Verlust von 4 Arbeitsstellen pro Tag.</p>
	<p>Angestellte im Agrarsektor verdienen im Durchschnitt CHF 14 pro Stunde.</p>
	<p>Der Durchschnittslohn in der Landwirtschaft entspricht der Hälfte des durchschnittlichen Einkommens im sekundären und tertiären Sektor.</p>
	<p>In der Landwirtschaft arbeiten die Angestellten im Durchschnitt 53 Stunden pro Woche.</p>
	<p>In der Schweiz verschwinden seit dem Jahr 2000 jeden Tag 3 Landwirtschaftsbetriebe.</p>
	<p>Für jeden Franken, den die Grossverteiler für landwirtschaftliche Produkte ausgeben, gehen nur 32 Rappen an die Produzenten.</p>



## **Hat die Landwirtschaft in der Schweiz eine Zukunft?**

In weniger als einem Jahrhundert (1920–2018) ist die Gesamtheit der in der Schweizer Landwirtschaft tätigen Personen von 25 % auf weniger als 3 % der gesamten erwerbstätigen Bevölkerung gesunken. Diejenigen, die durch ihre Arbeit die Schweizer Landwirtschaft am Leben erhalten, arbeiten über 53 Stunden pro Woche und verdienen zu wenig, um ein finanziell angenehmes Leben führen zu können. Ihr durchschnittlicher Stundenlohn beträgt nur CHF 14.

Diese landwirtschaftlichen Angestellten arbeiten unter schwierigen und oft unvorhersehbaren Arbeitsbedingungen und leisten das ganze Jahr über anstrengende Arbeiten, für die sie, gelinde gesagt, nur wenig gesellschaftliche Anerkennung bekommen.

Diese unzulässige Situation kann nicht fortbestehen, umso mehr, als zu Beginn des dritten Jahrtausends die Fragen der nachhaltigen Entwicklung – sowohl in ökologischer als auch in wirtschaftlicher und sozialer Hinsicht – weltweit ins Bewusstsein dringen.

Die vorliegende statistische Studie untersucht die Situation der Landwirtschaft in neun Schweizer Kantonen (Basel-Landschaft, Bern, Freiburg, Genf, Glarus, Thurgau, Wallis, Waadt und Zürich). Sie gibt einen Überblick über die heterogenen Arbeitsbedingungen und über die Struktur des Primärsektors in der Schweiz (siehe Tabelle 1). Die in dieser Studie verwendeten Zahlen stammen vom Bundesamt für Statistik (BFS) und aus den statistischen Jahrbüchern der untersuchten Kantone. Die übrigen verwendeten Informationsquellen werden im Text angegeben.

**Tabelle 1: Arbeitsbedingungen der landwirtschaftlichen Angestellten in den 9 Kantonen 2018 (laut GAV/NAV VS)**

Kanton	Mindestlohn (CHF pro Monat)	Wöchentliche Arbeitszeit	Monatliche Arbeitszeit
BL	3235	50–55 Std.*	217–238,5 Std.*
BE	3140	55 Std.	238,5 Std.
FR	3235	52,5–55 Std.*	228–238,5 Std.*
GE	3300	45 Std.	195 Std.
GL	3235	60–66 Std.**	260–286 Std.**
TG	3235	55 Std.	238,5 Std.
VS	13,55 / Std.	48–55 Std.*	208–238,5 Std.*
VD	3444	49,5–51,5 Std.*	214,5–223 Std.*
ZH	3235	55 Std.	238,5 Std.

(\* = Arbeitszeit mit bzw. ohne Vieh; \*\* = Oktober–April / Mai–September)

## **Die Arbeitsbedingungen in der Landwirtschaft: Eine stagnierende Situation !**

Auch 2019 entsprechen die Arbeitsbedingungen der Schweizer Landarbeiterinnen und Landarbeiter immer noch nicht dem Arbeitsgesetz. Schlimmer ist noch, dass die Arbeitsverhältnisse im Agrarsektor nicht einheitlich sind. In den 26 Schweizer Kantonen gibt es immer noch 26 verschiedene Normalarbeitsverträge (NAV).

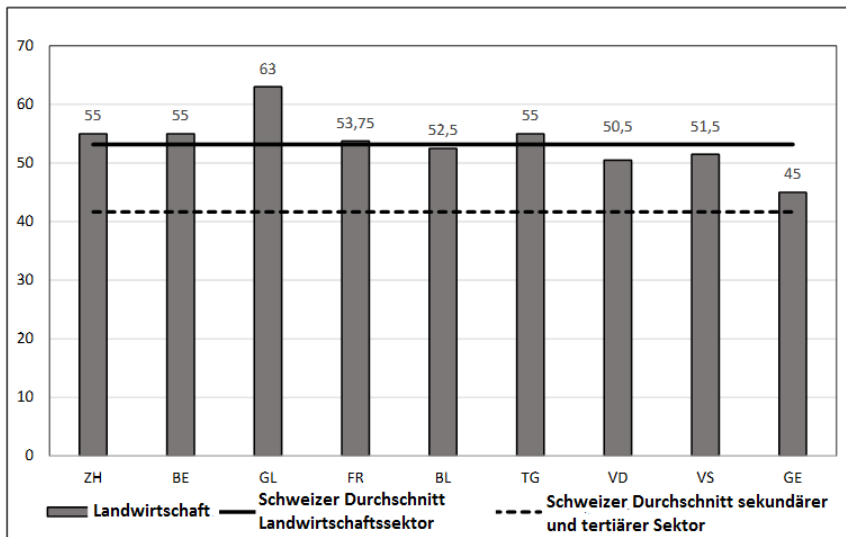
Diese Normalarbeitsverträge sichern einen rechtlichen Rahmen und enthalten eine Reihe von Bestimmungen zur Regelung der Arbeitsbedingungen im Agrarsektor. Auch wenn diese Arbeitsverträge nicht verpflichtend sind – sie sind übrigens derogierbar –, werden sie gegenwärtig als Grundlage für die meisten Stellensuche verwendet. Hervorzuheben ist, dass 2004 der Kanton Wallis den ersten Gesamtarbeitsvertrag (GAV) der Schweiz im Agrarsektor ratifiziert hat. Im Gegensatz zu den GAV, deren Dauer begrenzt ist, bieten die NAV einen Rahmen für den Arbeitsmarkt.

Die Hauptfolge dieser stark heterogenen Arbeitsbedingungen im Agrarsektor ist das Fortbestehen einer unbefriedigenden Situation zum Nachteil der Angestellten. Es ist höchste Zeit, kollektive Verhandlungen zu unterstützen und die tarifliche Absicherung der landwirtschaftlichen Beschäftigten in der Schweiz durch verein-

heitliche Arbeitsbedingungen auf Bundesebene zu verbessern. Ein verpflichtender nationaler Normalarbeitsvertrag zum Schutz der Angestellten in der Schweizer Landwirtschaft ist heutzutage unabdingbar.

Betrachten wir zunächst die wichtigsten Bestimmungen in den GAV und NAV der neun untersuchten Kantone. Zum einen variiert die wöchentliche Arbeitsdauer von Kanton zu Kanton: Während sie in Genf 45 Stunden beträgt, beläuft sie sich in Glarus in der Hochsaison auf 66 Stunden; die Bestimmungen der anderen Kantone legen die wöchentliche Arbeitsdauer auf durchschnittlich 53 Stunden fest.

**Grafik 1: Wochenarbeitsstunden der landwirtschaftlichen Angestellten 2018**

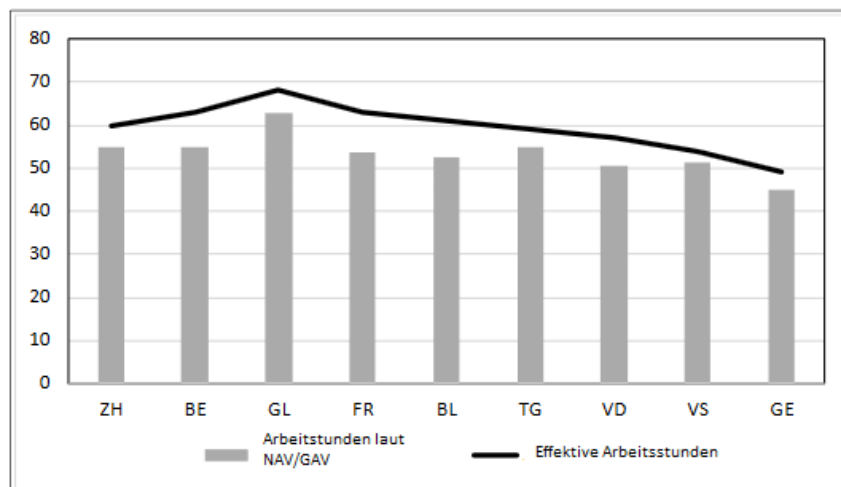


Zum Vergleich: Im Jahr 2018 beträgt die durchschnittliche Arbeitsdauer der Schweiz im sekundären und tertiären Sektor 41,6 Stunden pro Woche, wobei Artikel 9 des Arbeitsgesetzes die gesetzliche Höchst Arbeitszeit auf 45 Stunden pro Woche festlegt. Folglich arbeiten die landwirtschaftlichen Angestellten im Durchschnitt über 10 Stunden pro Woche mehr als die Angestellten der sekundären und tertiären Sektoren!

Von den neun untersuchten Kantonen dieser Studie liegen nur die Angestellten der Kantone Genf (45 Std.), Wallis (51,5 Std.) und

Waadt (50,5 Std.) unter dem Schweizer Durchschnitt der Landwirtschaft. Diese Zahlen stellen die von den NAV und GAV festgelegte Höchstarbeitsdauer dar. Die Realität sieht allerdings noch einmal ganz anders aus! Den Zahlen des BFS zufolge ist die effektive wöchentliche Arbeitsdauer der landwirtschaftlichen Angestellten 10 % höher als die festgelegte Arbeitsdauer.

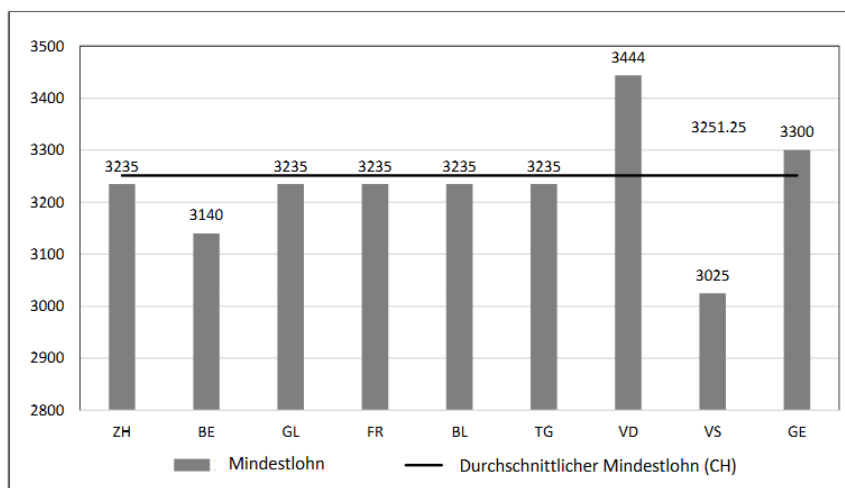
**Grafik 2: Arbeitsstunden laut NAV/GAV VS und effektive Arbeitsstunden 2016**



Diese ohnehin schon untragbare Situation wird durch die gesetzliche Überstundenregelung noch verschärft: Im «Notfall» oder «in dringenden Fällen» (vor allem in der Erntezeit oder bei der Viehpflege) können die Angestellten zu Überstunden verpflichtet werden, ohne dass der Arbeitgeber dafür eine Erlaubnis braucht. Im Gegensatz dazu sind die Überstunden in den beiden anderen Sektoren stark reglementiert und dürfen 2 Stunden täglich pro Person nicht überschreiten. Das jährliche Maximum beträgt laut Art. 12 des Arbeitsgesetzes 170 Stunden.

Hervorzuheben ist schliesslich, dass die landwirtschaftlichen Angestellten auf Bundesebene nur eineinhalb freie Tage pro Woche haben, dass nur 7 Kantone zwischen sechs und neun Feiertage pro Jahr gewähren und dass nur in 9 von 26 Kantonen 15 Minuten bezahlte Pause pro Halbtag gewährt werden.

**Grafik 3: Landwirtschaftlicher Mindestlohn in den 9 Schweizer Kantonen<sup>1</sup>**



Die Mindestlohneempfehlungen für landwirtschaftliche Angestellte werden nach den Richtlinien des Schweizerischen Bauernverbands (SBV) festgelegt, in Übereinstimmung mit dem Schweizerischen Bäuerinnen- und Landfrauenverband (SBLV) und der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Berufsverbände landwirtschaftlicher Angestellter (ABLA). Allerdings enthält die Mehrheit der kantonalen Normalarbeitsverträge (NAV) keinerlei Bestimmungen zu den Mindestlöhnen: Die Kantone haben die Wahl, ob sie sich an die SBV-Lohnrichtlinien halten wollen. Schweizweit beträgt der durchschnittliche Mindestlohn der gelernten landwirtschaftlichen Angestellten im Jahr 2018 CHF 3251 (siehe Grafik 3 oben). In den neun untersuchten Kantonen beträgt der Durchschnitt lediglich CHF 3231. Abzüglich der Wohnkosten (CHF 345) und der Lebensmittelkosten (CHF 645) verdienen die Landarbeiterinnen und Landarbeiter dieser Kantone nur noch zwischen CHF 2035 (VS) und CHF 2454 (VD) monatlich. Mit

<sup>1</sup> Der Mindestlohn stammt aus den GAV/NAV des jeweiligen Kantons. Wenn er sich nicht an die Lohnrichtlinien des SBV hält, wird er unter Berücksichtigung des Mindeststundenlohns und der monatlichen Arbeitsstunden berechnet. Im Fall einer Differenzierung der Arbeit mit oder ohne Vieh (BL, FR, VS, VD) wurde ein Durchschnitt der Arbeitsstunden gerechnet.

Ausnahme des Kantons Waadt berücksichtigen dabei die SBV-Lohnrichtlinien die Erhöhung der Lebenskosten nur teilweise. Die Monatslöhne sind inflationsbereinigt zwischen 2015 und 2018 um CHF 35 gesunken. Der durchschnittliche Stundenlohn der landwirtschaftlichen Angestellten beträgt derzeit CHF 13.95 Franken. Aber auch hier gibt es beträchtliche Unterschiede zwischen den Kantonen: Die Arbeitsstunde wird mit CHF 11.85 (Glarus) bis CHF 17.50 (Genf) entlohnt – ein Unterschied von fast 50 %!

Versuchen wir jetzt, diese Zahlen vergleichend zu analysieren. Nach den letzten verfügbaren Daten betrug der Schweizer Medianlohn (50 % sind höher und 50 % niedriger) im Jahr 2016 CHF 6502, d. h. fast doppelt so viel wie der Mindestlohn der landwirtschaftlichen Angestellten! Der Vergleich ist umso eindrücklicher, wenn man ihn auf die verschiedenen Schweizer Regionen bezieht: Im Jahr 2016 betrug der Medianlohn in der Nordwestschweiz (BS, BL, AG) CHF 6700, derjenige vom Genferseebogen (GE, VD, VS) CHF 6591 und in der Ostschweiz (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG) CHF 6092. Verglichen mit der regionalen Wirtschaft ist also die Ungleichheit der Lohnbedingungen für die landwirtschaftlichen Angestellten in der Ostschweiz höher als in der Westschweiz. Ausserdem ist der durchschnittliche Schweizer Mindestlohn der landwirtschaftlichen Angestellten (CHF 3251; CHF 13.95 pro Stunde) weit vom in Neuenburg 2017 eingeführten Mindestlohn entfernt, der bei CHF 20 pro Stunde für die sekundären und tertiären Sektoren und bei CHF 17 pro Stunde für den Agrarsektor liegt.

Diese Zahlen sind eindeutig! Es ist unerlässlich, die Arbeits- und Lohnbedingungen für die Angestellten des landwirtschaftlichen Sektors insgesamt zu überdenken. Die wiederholten Initiativen auf Kantons- und Bundesebene für einen Mindestlohn müssen auf die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer des Primärsektors erweitert werden. Das sind im Jahr 2018 mehr als 30'000 Personen in der ganzen Schweiz.

## **Eine Alltagsrealität, die immer schlimmer wird**

Die oben vorgestellte Zahlenanalyse liefert uns eine statistische Übersicht der Situation. Sie verdeckt aber die realen Lebensbedingungen der landwirtschaftlichen Angestellten. Diese sind mit den BFS-Zahlen nur schwer messbar, müssen aber notwendigerweise berücksichtigt werden, um die Situation so genau wie möglich zu erfassen. In den letzten fünfzehn Jahren haben qualitative Feldstudien viele Elemente geliefert, um die verschiedenen Facetten der täglichen Realität im Primärsektor besser wahrzunehmen. Darüber hinaus wird in den Medien regelmässig über finanzielle Probleme, Burn-outs und Selbstmorde berichtet, die von den alarmierenden Lebensbedingungen der Erwerbstätigen in der schweizerischen Landwirtschaft zeugen. Obwohl die Auswirkungen dieser Probleme auf die Angestellten schwer messbar sind, ist es sicher, dass sie sich negativ auf ihr tägliches Leben auswirken.

Im Jahr 2014 gaben 55 % der befragten Landwirte an, in ihrem Alltag unter hohem Stress zu leiden, insbesondere aufgrund von Familienkonflikten, Arbeitsüberlastung oder einem hohen Verwaltungsaufwand. Laut einer neuen Studie, die auf einer Stichprobe von 1358 Schweizer Landwirten und Landwirtinnen basiert, leiden 12 % der Befragten an einem Burn-out. Das sind doppelt so viele wie in der übrigen Schweizer Bevölkerung (Reissig 2017). Als Hauptauslöser dieser Erkrankung wird die finanzielle Situation genannt, von der übrigens Frauen stärker betroffen sind als Männer. Zu den finanziellen Sorgen kommen der Mangel an Freizeit, die soziale Isolation und diverse Gesundheitsprobleme hinzu. Die Kombination all dieser Faktoren, die sich gegenseitig beeinflussen, führt zu einer Verschlechterung der Arbeits- und Lebensbedingungen der Schweizer Bauern und Landwirtinnen. Die finanzielle Not ist in der Schweiz, wie auch im Ausland, der Hauptgrund für die Suizide in landwirtschaftlichen Kreisen. In der Schweizer Landwirtschaft gibt es eine besonders besorgniserregende Tendenz: Während 7 % der Schweizer Bauern und Landwirtinnen angeben, schon an Suizid gedacht zu haben, ist die Zahl der Suizide zwischen 2009 und 2015 um das Zweieinhalbfache (von 60 auf 153 Suizide pro Jahr) gestiegen.

Arbeitsüberlastung, Familienkonflikte, finanzielle Schwierigkeiten und mangelnde Anerkennung haben somit katastrophale Folgen für die berufliche Identität der Schweizer Bauern und Bäuerinnen: Sie «scheinen diesen wirtschaftlichen Wertverlust als eine Negation des grundsätzlichen Wertes ihrer Arbeit zu erleben» (Forney, Buxtorf, 2018:15). Tatsächlich entspricht eine Arbeitswoche, die oft mehr als 70 Stunden pro Woche beträgt, einem miserablen Stundenlohn. Ganz zu schweigen davon, dass viele Landwirte gezwungen sind, eine Nebentätigkeit auszuüben, um überleben zu können, was eine zusätzliche Arbeitsbelastung bedeutet!

Aus diesen Befunden lässt sich eine erste Schlussfolgerung ziehen: Die Arbeitsbedingungen der in der Schweizer Landwirtschaft tätigen Personen stagnieren schon viel zu lange. Trotz vereinzelter Verbesserungen auf kantonaler Ebene ist die Situation im Ganzen äusserst bedenklich. Es ist an der Zeit, neue Formen der Solidarität gegenüber den Landarbeiterinnen und Landarbeitern zu entwickeln, um sie in ihren Forderungen nach Lebensbedingungen, die dem 21. Jahrhundert würdig sind, zu unterstützen. Die Realität weicht nämlich weit vom idyllischen Bild ab, das der SBV und die Grossverteiler vermitteln; der Hahn auf dem Misthaufen ist ein Mythos. Tatsächlich rackern sich überlastete Landarbeiterinnen und Landarbeiter Tag für Tag ab, um die Zukunft der Schweizer Landwirtschaft zu sichern.

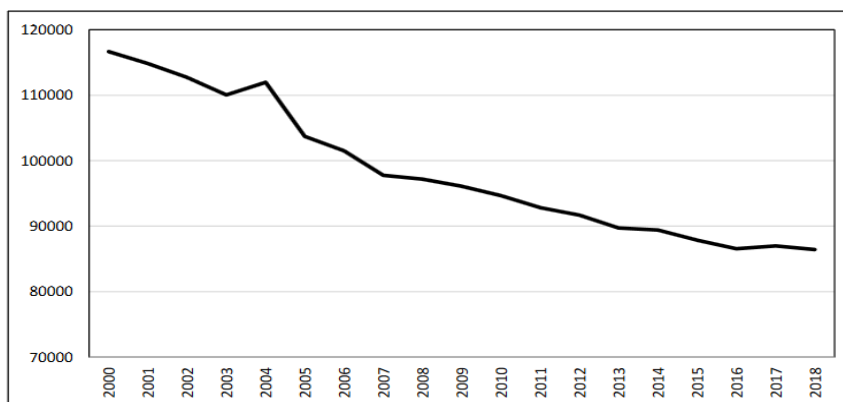
## **Die Beschäftigungsstruktur der Landwirtschaft in rasantem Wandel**

In den neun untersuchten Kantonen hat die in der Landwirtschaft tätige Bevölkerung durchschnittlich um 25,5 % abgenommen, von 116'655 Personen um die Jahrtausendwende auf 86'436 im Jahr 2018 – ein Rückgang von mehr als 30'000 Personen (30'219). Das entspricht der Einwohnerzahl der Stadt Sitten oder dem Verschwinden von mehr als 4 Arbeitsplätzen pro Tag seit 2000 (siehe Grafik 4).

Vergleicht man die Zahl der Erwerbstätigen in der Landwirtschaft mit der Gesamtbevölkerung der neun Kantone, so ist der Rückgang noch deutlicher: In diesen Kantonen ist sie im untersuchten Zeitraum um mehr als ein Drittel (38 %) gesunken.

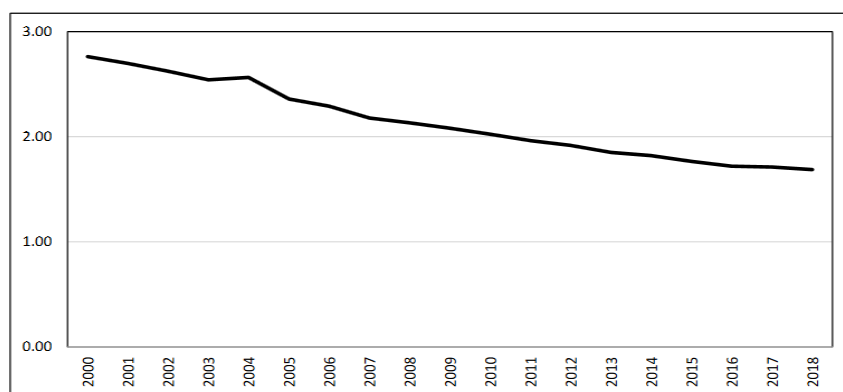


**Grafik 4: Anzahl Erwerbstätige in der Landwirtschaft in den 9 Kantonen (2000–2018)**



Zürich steht mit einem Rückgang von 44,5 % an der Spitze dieser Rangliste; die Zahl der im landwirtschaftlichen Sektor beschäftigten Personen entspricht nur 10'440 Personen oder 0,7 % der Gesamtbevölkerung des Kantons im Jahr 2018. Auf den Kanton Zürich folgt unmittelbar der Kanton Freiburg mit einem Rückgang von 44 % der in der Landwirtschaft tätigen Bevölkerung. Das zeigt, dass das Phänomen nicht auf städtische Kantone beschränkt ist. Der geringere Rückgang in den Kantonen Genf (20,5 %) und Thurgau (19 %) ist allerdings bemerkenswert.

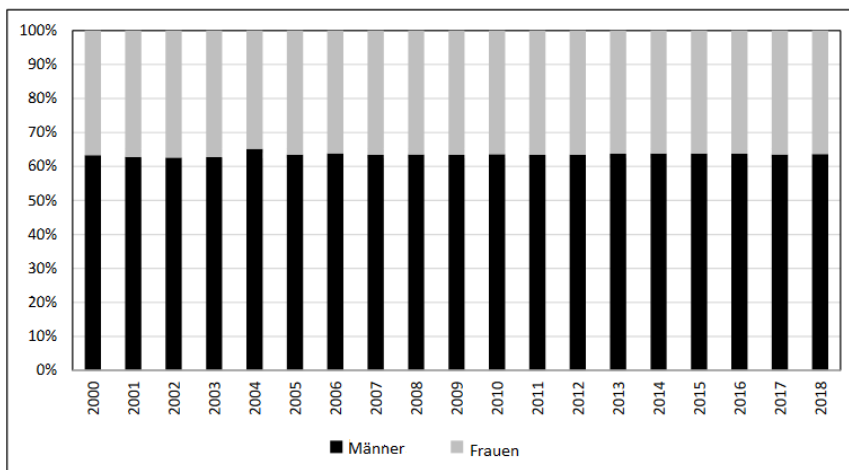
**Grafik 5: Anteil der Erwerbskräfte in der Landwirtschaft im Vergleich zur Gesamtbevölkerung in den 9 Kantonen (in %, 2000–2018)**



Trotz des allgemeinen Rückgangs der Zahl der Erwerbstätigen im landwirtschaftlichen Sektor bleibt eine gewisse Stabilität in der Struktur dieser Arbeitsstellen bestehen. Eine Ausnahme ist der Kanton Genf, der einen Rückgang von 10 % des vollzeitarbeitenden Personalbestands zugunsten einer Teilzeittätigkeit verzeichnet. Die anderen Kantone haben lediglich einen Rückgang der Vollzeitbeschäftigung von 6 % oder weniger zu verzeichnen. Im Kanton Freiburg hat sich trotz leichter Schwankungen innerhalb des Zeitraumes seit 2000 nichts verändert; der Anteil der Vollzeitarbeitsstellen liegt mit 58 % im Agrarsektor um 11 % über dem Durchschnitt der neun Kantone (47 %). Im Kanton Wallis kam es zu einer leichten Trendwende; der Personalbestand nahm um 1 % zugunsten der Vollzeitarbeit zu.

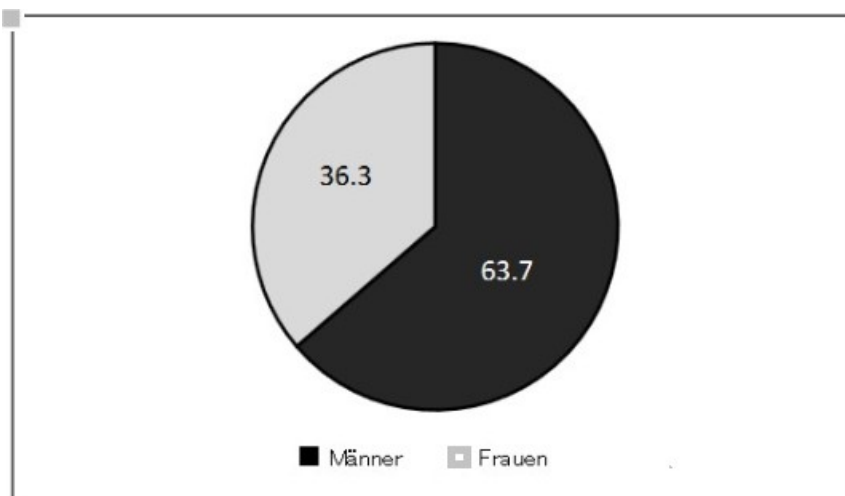
Das Gleiche gilt für die Verteilung von männlichen und weiblichen Angestellten. Obwohl der Gesamtpersonalbestand um 25,5 % bzw. 26,5 % in diesem Zeitraum gesunken ist, bleibt die Schwankung der im Agrarsektor tätigen Männer und Frauen unter 3 %. Die Verteilung beläuft sich für den Zeitraum 2000–2008 auf einen Durchschnitt von 63,5 % Männer und 36,5 % Frauen.

**Grafik 6: Verteilung der landwirtschaftlichen Angestellten nach Geschlecht, ohne Unterscheidung der Beschäftigungsquote, in den 9 Kantonen (in %, 2000–2018)**



Im Jahr 2018 hat sich verglichen mit dem Durchschnitt der neun Kantone ein leichter Rückgang des Anteils der weiblichen Angestellten in der Landwirtschaft abgezeichnet; sie machen nur noch 36,3 % der Arbeitskräfte aus. Allerdings sind die Frauen in den Kantonen Genf (+ 6,5 %) und Waadt (+ 1 %) im untersuchten Zeitraum stärker vertreten.

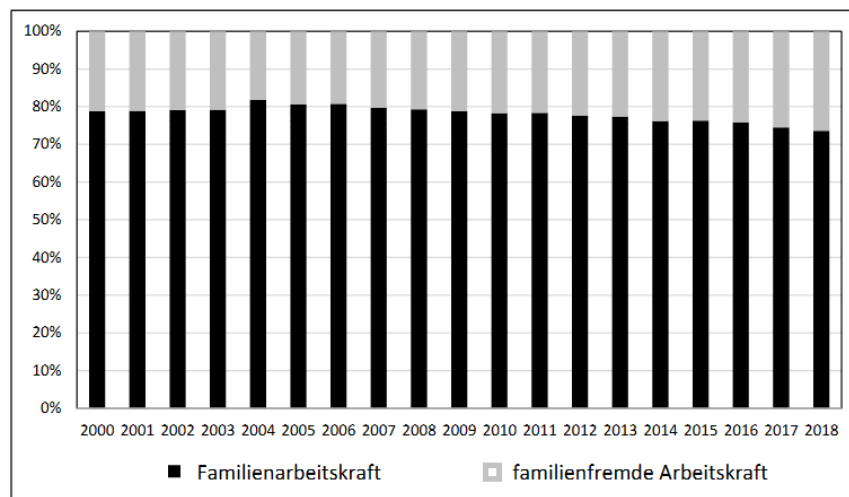
**Grafik 7: Verteilung der landwirtschaftlichen Angestellten nach Geschlecht, ohne Unterscheidung der Beschäftigungsquote, in den 9 Kantonen (in %, 2018)**



Bis zum Jahr 2000 gehörte der überwiegende Teil der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte zur Familie des Landwirts, bzw. etwa 80 % der Erwerbstätigen in der Landwirtschaft. Seitdem ist die Zahl dieser Arbeitskräfte in den neun untersuchten Kantonen um 30,5 % gesunken, von 91'906 Personen zur Jahrhundertwende auf 63'658 im Jahr 2018. Die Zahl der familienfremden Arbeitskräfte sinkt zwar auch, aber nicht so stark: von 24'749 Personen im Jahr 2000 auf 22'778 im Jahr 2018, was einem Rückgang von 8 % innerhalb von 18 Jahren entspricht. Nebenbei sei angemerkt, dass etwa 80 % der Betriebe keine Lohnarbeitskräfte einsetzen, ausser für punktuelle Situationen (Ernten, Tierpflege usw.). In relativen Zahlen verzeichnet zudem der Anteil der Familienarbeitskräfte einen erheblichen Rückgang. Während sie im Jahr 2000 79 % der

gesamten Erwerbstätigen stellten, sinkt ihr Anteil 2018 auf 73,5 %, was mit einer Steigerung der familienfremden Arbeitskräfte einhergeht, die nun 26,5 % der gesamten Erwerbstätigen in der Landwirtschaft ausmachen, gegenüber 21 % im Jahr 2000.

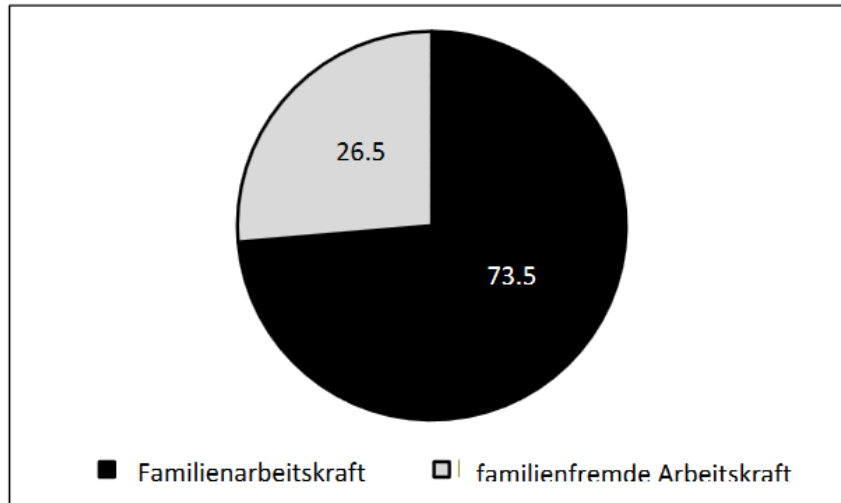
**Grafik 8: Verteilung der Arbeitskräfte nach Familienzugehörigkeit in den 9 Kantonen (in %, 2000–2018)**



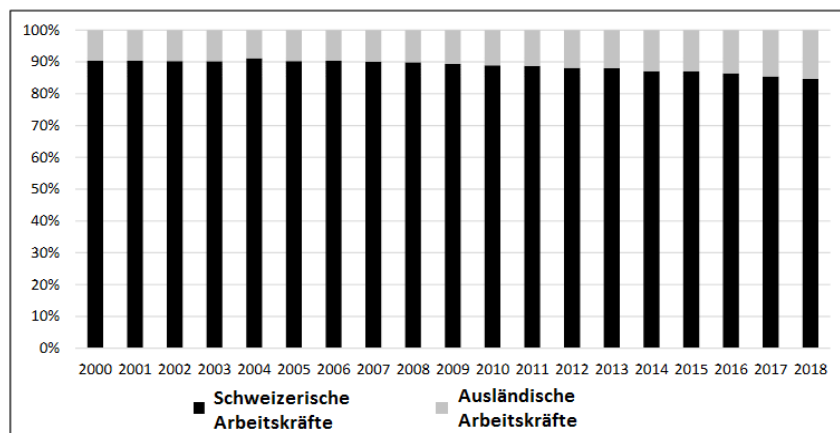
Infolgedessen verlagerte sich der landwirtschaftliche Sektor in diesem Zeitraum und in den neun untersuchten Kantonen von einer Familienbetriebsstruktur zunehmend hin zu einer industriellen Landwirtschaft, die sich auf familienfremde Arbeitskräfte stützt. Dies zeigt sich besonders in den Kantonen Thurgau und Wallis, wo der Anteil der familienfremden Arbeitskräfte in knapp zwanzig Jahren um 7,5 % bzw. 30 % gestiegen ist.

Ein anderer wichtiger Bestandteil der schweizerischen Landwirtschaftsstruktur ist der Einsatz von ausländischen Arbeiterinnen und Arbeitern. Ihre Anzahl ist im untersuchten Zeitraum um 17,5 % gestiegen, von 11'277 auf 13'272 Personen, während die Anzahl der Schweizer Arbeitskräfte um 30,5 % gesunken ist, von 105'378 auf 73'158. Die Kantone Freiburg (+ 21,5 %), Bern (+ 31,5 %), Wallis (+ 48 %) und Thurgau (+ 76 %) stehen an der Spitze der grössten Zuwächse bei den ausländischen Arbeitnehmenden, während die Kantone Waadt (– 1 %), Genf (– 3 %) und Baselland (– 22,5 %) einen Rückgang verzeichneten.

**Grafik 9: Aufteilung der Arbeitskraft gemäss der Familienmitgliedschaft in den 9 Kantonen (in %, 2018)**



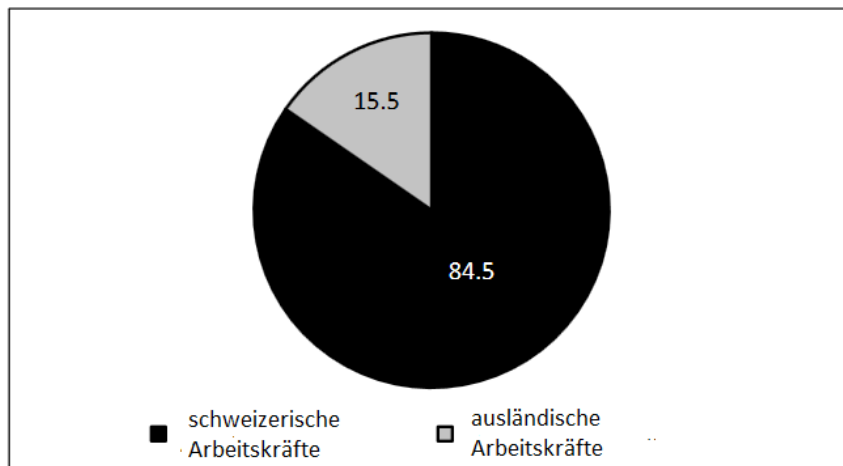
**Grafik 10: Verteilung der schweizerischen und ausländischen Arbeitskräfte in den 9 Kantonen (in %, 2000–2018)**



Allerdings veränderte sich der Anteil der ausländischen Arbeitskräfte im untersuchten Zeitraum in den neun Kantonen nur um 5,7 % und erreichte 2018 15,5 % der Gesamtzahl der Beschäftigten in diesem Sektor. Hinzu kommt ein Element, das nur schwer

zu quantifizieren ist, das aber unbedingt berücksichtigt werden sollte: der Anteil von nicht deklarierten Angestellten. Entgegen der Behauptung des SBVs, wonach die Schwarzarbeit in der schweizerischen Landwirtschaft längst der Vergangenheit angehöre, zeigen mehrere Studien, dass derzeit im landwirtschaftlichen Sektor ungefähr 8000 nicht angemeldete Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer angestellt sind. Diese sind hauptsächlich ausländischer Herkunft (Bopp, Affolter: 99).

**Grafik 11: Verteilung der schweizerischen und ausländischen Arbeitskräfte in den 9 Kantonen (in %, 2018)**



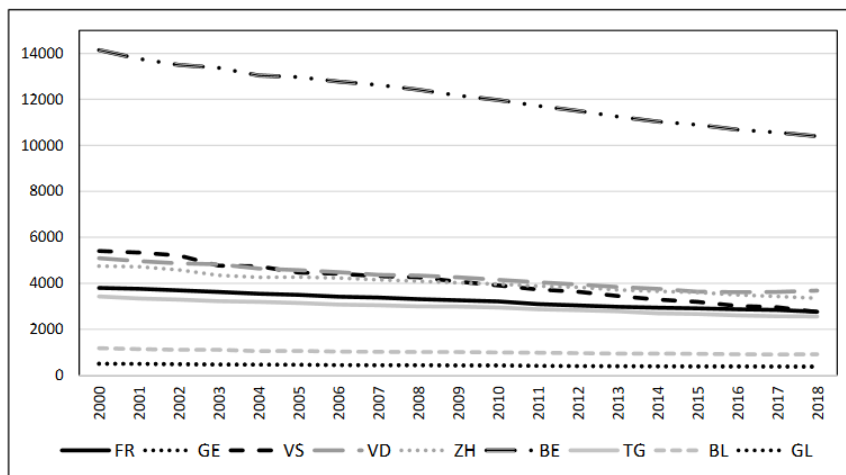
Im Zeitraum 2000–2018 ist also in den neun untersuchten Kantonen ein signifikanter Strukturwandel in der Landwirtschaft zu beobachten. Einerseits geht der Anteil der im Agrarsektor beschäftigten Bevölkerung zurück: In zwanzig Jahren hat mehr als ein Viertel der Arbeitskräfte den landwirtschaftlichen Sektor verlassen! Andererseits entfernt sich die Landwirtschaft allmählich von den auf Familienarbeit ausgerichteten Betriebsmodellen und richtet sich zunehmend auf die externen Arbeitskräfte aus. Auffällig ist hier, dass in fast allen Kantonen, unabhängig von ihrer Nähe zu den Landesgrenzen der Fokus besonders auf den ausländischen Arbeitskräften liegt. Tatsächlich ist die Zahl der Familienarbeitskräfte in den letzten zwei Jahrzehnten um mehr als 30 % zugunsten von familienfremden und ausländischen Arbeitnehmerinnen und Arbeit-

nehmern gesunken. Diese Umstrukturierung der Beschäftigung in der Landwirtschaft ermöglicht es zwar, auf den immer stärker werdenden Wettbewerb innerhalb des landwirtschaftlichen Sektors zu reagieren. Sie zeugt aber vor allem von Arbeitsbedingungen, die es den Familienbetrieben nicht mehr erlauben, aus eigener Kraft zu bestehen, und sie dazu zwingen, auf externe Arbeitskräfte zurückzugreifen. So gesehen, stellt die Konzentration der landwirtschaftlichen Betriebe auch ein Mittel dar, sich der zunehmenden Liberalisierung des Marktes und der damit einhergehenden Konkurrenz zu stellen.

### Die Konzentration der landwirtschaftlichen Betriebe

In den neun Kantonen ist die Anzahl von Betrieben zwischen 2000 und 2018 um mehr als 30 % von 38'785 auf 27'158 gesunken, was den gesamtschweizerischen Rückgang von 28,3 % leicht überschreitet. Das bedeutet, dass in den neun Kantonen seit der Jahrtausendwende täglich mehr als ein Betrieb verschwindet, in der ganzen Schweiz sind es fast drei pro Tag!

**Grafik 12: Entwicklung der Zahl der landwirtschaftlichen Betriebe in den 9 Kantonen**

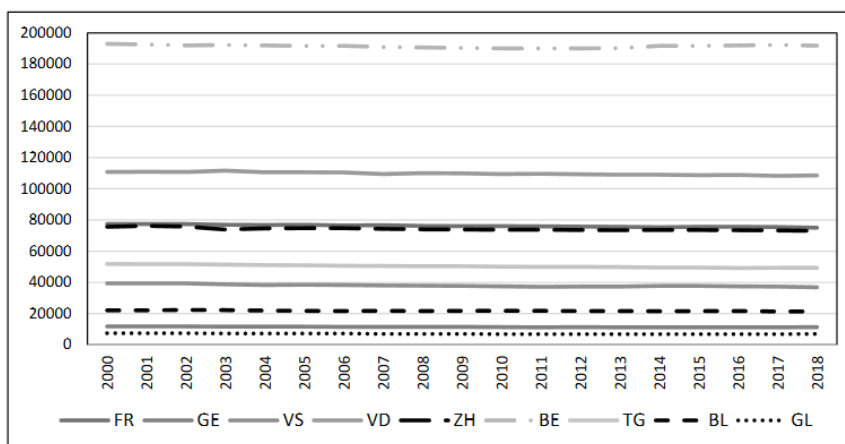


Der Kanton Wallis ist besonders betroffen: Er verlor im untersuchten Zeitraum mit einem Rückgang um 49 % fast die

Hälfte seiner Betriebe. Genf ist mit einem Rückgang von 21 % derjenige Kanton, der am wenigsten betroffen ist. Bemerkenswert ist auch, dass im Kanton Bern als grösstem Landwirtschaftskanton der Schweiz mehr als 25 % der Betriebe verschwunden sind.

Diese Abnahme an Betrieben ist aber nur zum Teil auf eine veränderte Landnutzung zurückzuführen, denn die landwirtschaftliche Nutzfläche (LN) nahm in der Gesamtheit der neun Kantone nur um 2,5 % ab, von 589'585 ha im Jahr 2000 auf 574'647 ha im Jahr 2018. Diese Verringerung liegt knapp unter der gesamtschweizerischen Entwicklung (- 2,6 %). Die Kantone Glarus und Wallis sind mit einem Rückgang der LN um 6,8 % bzw. 6,2 % am stärksten betroffen.

**Grafik 13: Entwicklung der LN in den 9 Kantonen**



Die Verringerung der LN kann also nicht die Ursache für den Rückgang der Zahl der landwirtschaftlichen Betriebe in den neun Kantonen sein. Ein klares Bild zeigt sich hingegen, wenn wir deren Struktur betrachten. Im untersuchten Zeitraum ist die Zahl der Betriebe mit weniger als 30 ha stark gesunken. Am stärksten betroffen sind die Betriebe mit einer Grösse zwischen 3 bis 5 ha und zwischen 5 und 10 ha; sie sind in den Jahren 2000 bis 2018 jeweils um 57,5 % bzw. 50 % zurückgegangen. Diese Tendenz wird auf Schweizer Ebene bestätigt, wo die Gesamtzahl dieser Kleinbetriebe um 53,5 % bzw. 48 % abgenommen hat. In den Kantonen Bern



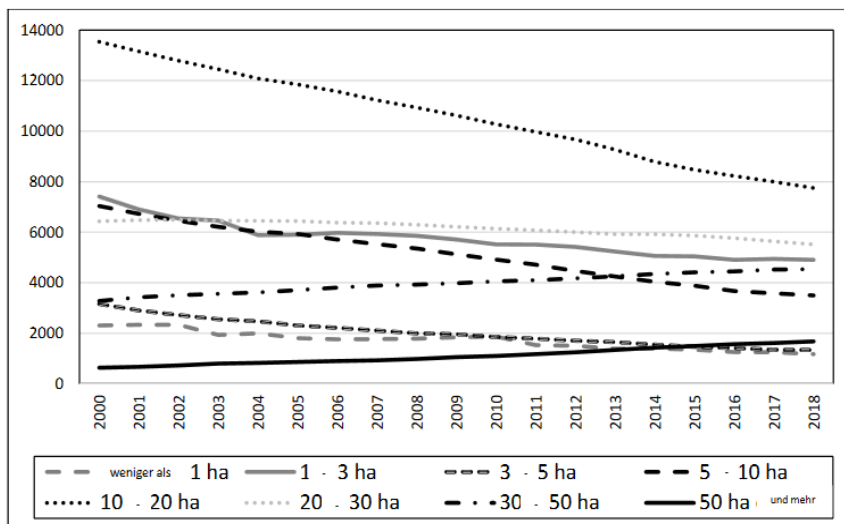
und Wallis sind die Betriebe mit 3 bis 5 ha um fast zwei Drittel reduziert worden, nämlich um 63 % bzw. 64 %! Den stärksten Rückgang von Kleinstbetrieben mit weniger als 1 ha erlebte im Übrigen der Kanton Wallis; deren Anzahl ist zwischen 2000 und 2018 um 75,7 % gesunken, während der Kanton Genf mit einer Zunahme von 9,75 % der Betriebe zwischen 1 und 3 ha im untersuchten Zeitraum eine Ausnahme darstellt.

Wie lässt sich ein solch signifikanter Rückgang von kleinen und kleinsten landwirtschaftlichen Betrieben erklären? Der Hauptgrund ist die von den Bundesbehörden betriebene Freihandelspolitik in der Landwirtschaft. Die Schweizer Kleinbauern und Kleinbäuerinnen können im Wettbewerb mit Produkten aus der ganzen Welt nicht mehr bestehen und haben keine andere Wahl, als ihre Tätigkeiten einzuschränken und zu konzentrieren, damit sie ihre Betriebskosten so weit wie möglich senken können, was sich wiederum auf die Löhne der Angestellten auswirkt.

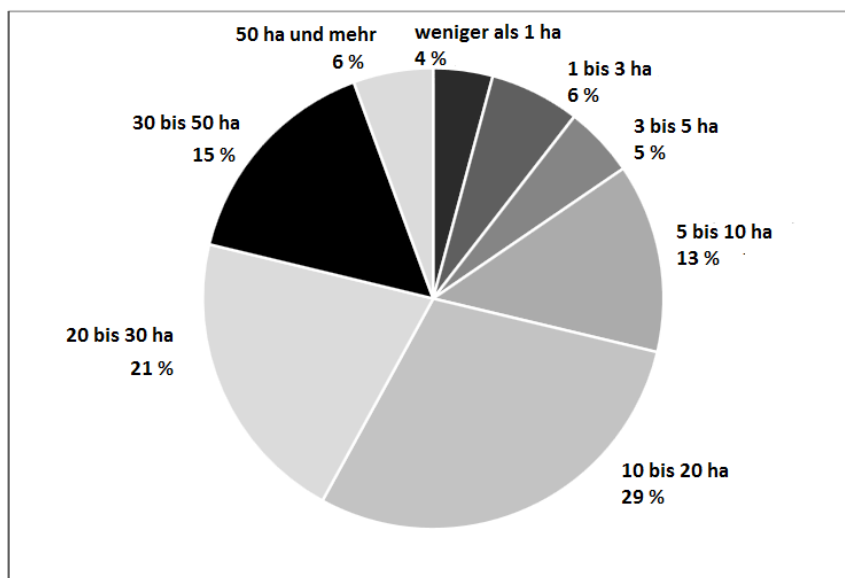
Letztlich kommt diese Konzentration den grösseren Betrieben zugute, deren Anzahl im untersuchten Zeitraum stark gestiegen ist. In den neun Kantonen ist die Anzahl der Betriebe mit 30 bis 50 ha in den Jahren 2000 bis 2018 um 38,5 % angewachsen, von 3275 auf 4541 Betriebe. Hingegen haben diese Betriebe beispielsweise in den Kantonen Waadt und Genf 6,5 % bzw. 37 % ihrer Arbeitskräfte abgebaut. Noch beeindruckender ist, dass die Zahl der Betriebe mit mehr als 50 ha um 163 % von 638 auf 1680 gestiegen ist, was deutlich über dem Schweizer Durchschnitt (+ 136 %) liegt. Der Kanton Zürich verzeichnete die höchste Zunahme mit 267 %, vor Freiburg (221,5 %) und dem Thurgau (209,5 %).

Im untersuchten Zeitraum ist also ein bedeutender Strukturwandel zu beobachten. Die Betriebe mit weniger als 20 ha haben auf dem landwirtschaftlichen Spielfeld ihren Platz verloren, bis zu 4,5 % der Betriebe zwischen 10 und 20 ha sind verschwunden. Die drei grössten Betriebstypen nahmen in Übereinstimmung mit der gesamtschweizerischen Tendenz zwischen 2000 und 2018 um 3,5 % (20–30 ha), 7,5 % (30–50 ha) bzw. 4 % (50 ha und mehr) zu. Wir erleben also eine reale Konzentration zulasten der Kleinbetriebe, was die Tendenz hin zu einer industriellen Landwirtschaft bestätigt.

**Grafik 14: Entwicklung der Betriebstypen nach Grösse in den 9 Kantonen**



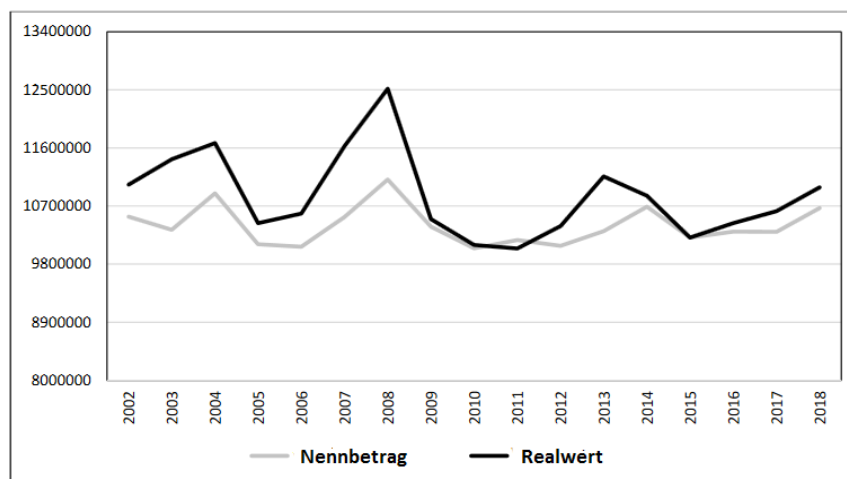
**Grafik 15: Verteilung der Betriebe nach Grösse in den 9 Kantonen im Jahr 2018**



## Die landwirtschaftliche Produktion stagniert, aber die Einkommen steigen!

Seit Beginn des Jahrtausends hat die Gesamtproduktion in der Schweizer Landwirtschaft leicht zugenommen. In absoluten Zahlen ausgedrückt ist sie von 10'536 Millionen Franken im Jahr 2002 auf 10'669 Millionen im Jahr 2018 angestiegen (+ 1,2 %). Unter Berücksichtigung des vom BFS berechneten Agrarproduktionsindex zeigt das bereinigte Ergebnis jedoch einen realen Rückgang der landwirtschaftlichen Produktion von 1,6 % über den gesamten Zeitraum.

**Grafik 16: Entwicklung der Gesamtproduktion in der Schweizer Landwirtschaft (2002–2018)**



Die Entwicklung der gesamten landwirtschaftlichen Produktion in den neun untersuchten Kantonen entspricht im Grossen und Ganzen ( $\pm 5\%$ ) dem nationalen Trend, mit Ausnahme des Kantons Wallis, der ein Wachstum von etwa 15 % verzeichnet. Betrachtet man hingegen nur die zehn letzten Jahre (2008–2018), so ist die landwirtschaftliche Gesamtproduktion in einigen Kantonen deutlich rückläufig, insbesondere in den Kantonen Bern ( $-16\%$ ) und Freiburg ( $-14,5\%$ ). Mit einer weiteren Verengung des Zeitraums auf die Jahre 2013–2018 schliesslich ist der Trend kontrastreicher. Einerseits verzeichnen die drei Westschweizer Kantone (Genf,

Wallis und Waadt) ein Produktionswachstum zwischen 2 % und 10 %; die anderen untersuchten Kantone (Bern, Baselland, Freiburg und Thurgau) hingegen verzeichnen einen Rückgang ihrer landwirtschaftlichen Produktion zwischen 1 % und 6 %. In Zürich und Glarus sind keine Veränderungen festzustellen.

Insgesamt ist klar zu erkennen, dass die landwirtschaftliche Gesamtproduktion in der Schweiz leicht rückläufig ist, unabhängig vom berücksichtigten Zeitraum. Auch wenn einige Kantone in der Westschweiz eine gegenläufige Entwicklung zeigen, darf dies nicht über die grundsätzliche Situation hinwegtäuschen.

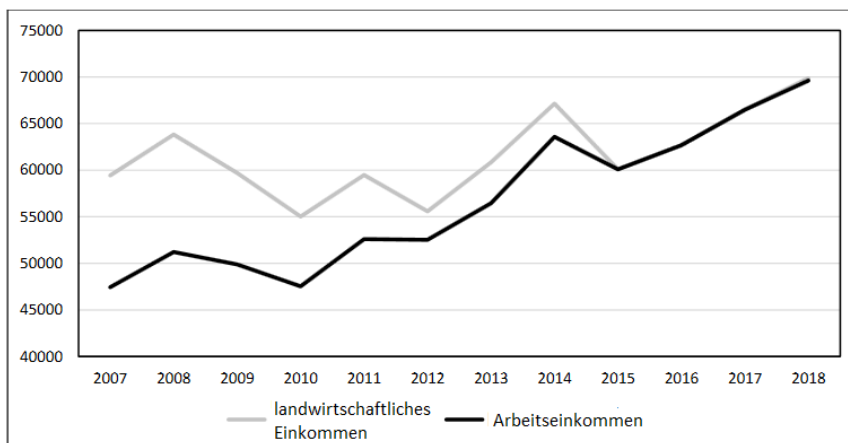
Das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) gibt jährlich einen *Agrarbericht* heraus, der Daten über die Auswirkungen der Schweizer Landwirtschaftspolitik liefert. Basierend auf einer Buchhaltungsstudie von über 3000 Kontrollbetrieben, die als Indikatoren für die Wirtschaftslage der Landwirtschaft auf Bundesebene gelten, gibt dieser Bericht Auskunft über die Entwicklung der Einkommen im Agrarsektor.

In den letzten ungefähr zehn Jahren war dieses Einkommen starken Schwankungen unterworfen, zeigt nun aber besonders seit 2015 einen ausgeprägten Aufwärtstrend. Dieser Anstieg ist umso bedeutsamer, wenn man das Arbeitseinkommen betrachtet, das zur Vergütung der im Betrieb tätigen Mitarbeitenden verwendet wird. Dieses entspricht dem landwirtschaftlichen Einkommen nach Abzug der auf das Eigenkapital berechneten Zinsen.

Berücksichtigt man den Anstieg der Lebenshaltungskosten im Zeitraum 2007–2018, so hat sich das Arbeitseinkommen um fast die Hälfte erhöht (+ 46 %).

Zu beachten ist, dass bei einem negativen Zinssatz für zehnjährige Bundesanleihen die Zinsen in den letzten drei Jahren gleich null waren, was bedeutet, dass die Entwicklung der landwirtschaftlichen Einkommen und Arbeitseinkommen identisch ist.

**Grafik 17: Landwirtschaftliches Einkommen und Arbeitseinkommen in der Schweiz (teuerungsbereinigt, 2011 = 100)**



Versuchen wir nun, eine Bilanz der Situation der Schweizer Landwirtschaft zu ziehen: Die Gesamtproduktion ist seit ungefähr zwanzig Jahren bei einer nur leicht variierenden LN leicht rückläufig. Die Zahl der Kleinbetriebe hat zugunsten eines Ausbaus der Grossbetriebe in drastischer Weise abgenommen. Die Einkommen schliesslich sind seit etwa zehn Jahren deutlich gestiegen. Die Kombination dieser Elemente bedeutet, dass die Konzentration der landwirtschaftlichen Tätigkeiten zu immer komfortableren Margen führt. Denn während der Übergang zur industriellen Landwirtschaft eindeutig Vorteile für die Grossen bringt und deren Einkommen erhöht, stagnieren die Arbeitsbedingungen der Landarbeiterinnen und Landarbeiter weiterhin: Sie arbeiten unter prekären Arbeitsbedingungen und profitieren in keiner Weise von den höheren Einkommen! Es ist zwingend notwendig, die landwirtschaftlichen Einkommen zu ihren Gunsten umzuverteilen und Formen der Solidarität mit ihnen zu entwickeln!

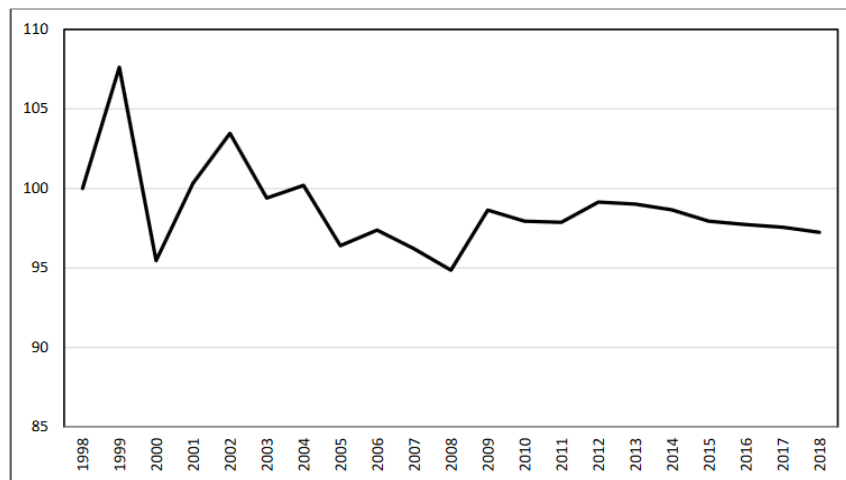
### **Eine subventionierte und überschuldete Schweizer Bauernschaft**

Die öffentliche Hand spielt eine zentrale Rolle bei der Unterstützung der Schweizer Landwirtschaft. Sie bestimmt weitgehend die Bedingungen, unter denen sich die schweizerische Landwirtschaft

entwickelt. Zuallererst subventioniert sie die schweizerische Bauernschaft. Zweitens ist es die staatliche Zollpolitik, die die Schweizer Landwirte und Landwirtinnen zu einem bestimmten Grad schützt. Zum Dritten verfügen die Kantonalbanken, die den grössten Teil der Agrarkredite verwalten, mit dem Agrarzinssatz über ein Instrument, das die finanzielle Situation der Betriebe beeinflusst. Trotz all dieser Hilfsmittel sind die Schweizer Bauern und Bäuerinnen hoch verschuldet.

Laut dem jüngsten OECD-Bericht ist die Schweizerische Eidgenossenschaft das Land, das seine Landwirtschaft im Vergleich mit allen OECD-Staaten am stärksten unterstützt. Im Jahr 2018 gab der Bund 3,639 Milliarden Franken für die Landwirtschaft und Ernährung aus, was ungefähr 5 % der Gesamtausgaben des Bundes entspricht. Das sind rund 1.20 Franken pro Einwohner/in pro Tag – das Vierfache dessen, was in den anderen europäischen Ländern üblich ist (30 Rappen pro Einwohner/in pro Tag).

**Grafik 18: Entwicklung des Index der Bundesausgaben zugunsten von Landwirtschaft und Ernährung (1998 = 100)**



In den letzten zehn Jahren hat sich der Betrag, welcher der Landwirtschaft bereitgestellt wird, kaum verändert; seit 1998 ist er sogar um 2,5 % gesunken. Dieses Kapital, dessen Ziel es ist, die Produktion und den Verkauf zu unterstützen, gewisse Leistungen zugunsten der Gesellschaft zu vergüten (Direktzahlungen) und die

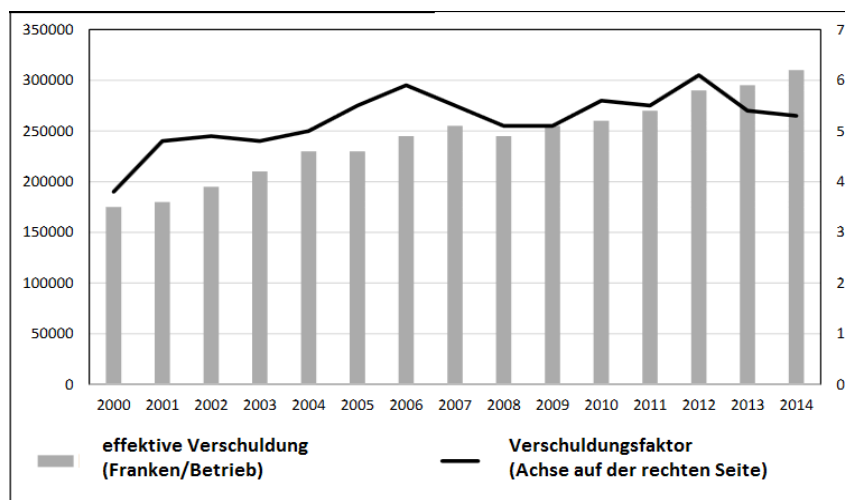
Produktionsgrundlage und die sozialen Massnahmen zu finanzieren, macht gegenwärtig etwas weniger als 60 % des Einkommens aller Schweizer Landwirtschaftsbetriebe aus.

Allerdings zeigen alle Studien, dass diese schweizerische Agrarpolitik nicht den Landwirten und Landwirtinnen zugutekommt! 2018 haben die Schweizer Bauern und Bäuerinnen nur die Hälfte der 3,6 Milliarden erhalten. Die andere Hälfte fliesst in die grossen Verarbeitungs- und Handelsketten. 2012 erhielt zum Beispiel jedes einzelne von rund dreissig Verarbeitungsunternehmen mehr als eine Million Franken. Die Bundessubventionen sollten zwar die Entwicklung der Schweizer Landwirtschaft unterstützen, leisten aber letztlich nur den Margen der grossen Unternehmen Vorschub – zum Schaden der Produzenten, die darauf angewiesen wären.

Wie können es die Behörden in Anbetracht dessen weiterhin zulassen, dass die landwirtschaftlichen Angestellten für mehr als 50 Arbeitsstunden wöchentlich nur etwa CHF 3200 verdienen? Warum zahlen sie Subventionen, die nur zur Hälfte dazu beitragen, die schweizerische Bauernschaft zu unterstützen? Es ist höchste Zeit, die Verteilung der Subventionen zu überdenken und dafür zu sorgen, dass diese nicht mehr zulasten der landwirtschaftlichen Produzenten die Margen der grossen Unternehmen speisen, für die – wie wir sehen werden – das Einkommen der landwirtschaftlichen Produzenten kaum ein Anliegen ist. Es wäre jetzt eine gute Gelegenheit, mit der Zuteilung dieser Subventionen die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Landarbeiterinnen und Landarbeiter zu verbessern.

Trotz dieser Subventionen leidet die schweizerische Bauernschaft unter einer chronischen und wachsenden Verschuldung. Gemäss den verfügbaren statistischen Daten stieg zwischen 2010 und 2016 die Verschuldung in Franken pro Hektar um 20 %, nämlich von CHF 26'327 auf CHF 31'316. Ähnliches gilt für die Verschuldung pro Hektar LN: Im gleichen Zeitraum stieg sie von CHF 2700 auf CHF 3150, was einer Zunahme von 17 % entspricht. Diese Sachlage bringt mit sich, dass der Verschuldungsfaktor – der Zeitraum, der für die Rückzahlung der Schulden benötigt wird, wenn das gesamte Geld dafür aufgewendet wird – seit Beginn des Jahrtausends stetig zunimmt. Innerhalb von 15 Jahren ist der Verschuldungsfaktor um 1,5 Jahre gestiegen.

**Grafik 19: Effektive Verschuldung und Verschuldungsfaktor schweizweit**



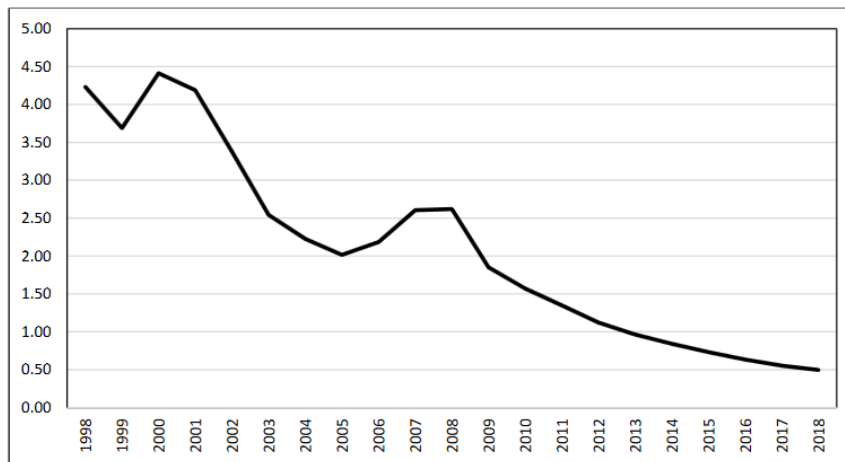
Das Ausmass des Problems zeigt sich auch daran, dass die Verschuldungsquote der Schweizer Landwirtschaft im Jahr 2008 bei 44 % lag, während die Hypothekarkredite gleichzeitig 53 % der gesamten landwirtschaftlichen Verschuldung ausmachten. Allerdings trägt die Senkung des Durchschnittzinssatzes für Agrarkredite in den letzten zwanzig Jahren sicherlich dazu bei, die finanzielle Lage der Schweizer Landwirte und Landwirtinnen zu erleichtern: Den Daten der Schweizer Nationalbank zufolge sind sie tatsächlich zwischen 1998 und 2018 um mehr als 60 % gesunken.

Die Verschuldung hat allerdings erhebliche Auswirkungen sowohl auf die psychische Verfassung der Bauern und Bäuerinnen als auch auf die wirtschaftliche Gesundheit der Landwirtschaft im Allgemeinen. Allen qualitativen Studien zufolge ist sie die Hauptursache für Depressionen, Burn-outs und Selbstmorde ... und sie ist auch die Hauptursache dafür, dass kleine Landwirtschaftsbetriebe schliessen. 2010 schätzte der Bundesrat die Verschuldung der schweizerischen Bauernschaft auf insgesamt über 18 Milliarden Franken. Trotz dieser alarmierenden Fakten verschlimmert sich die Situation immer mehr. Gemäss den Daten des SBV ist die Zahl von Investitionskrediten im ganzen Land rückläufig (- 6 %), während die Höhe der einzelnen Kredite im Zeitraum 2014 bis 2017 stark anstieg (+ 15 %). Das bedeutet, dass der Konzentrationsprozess der

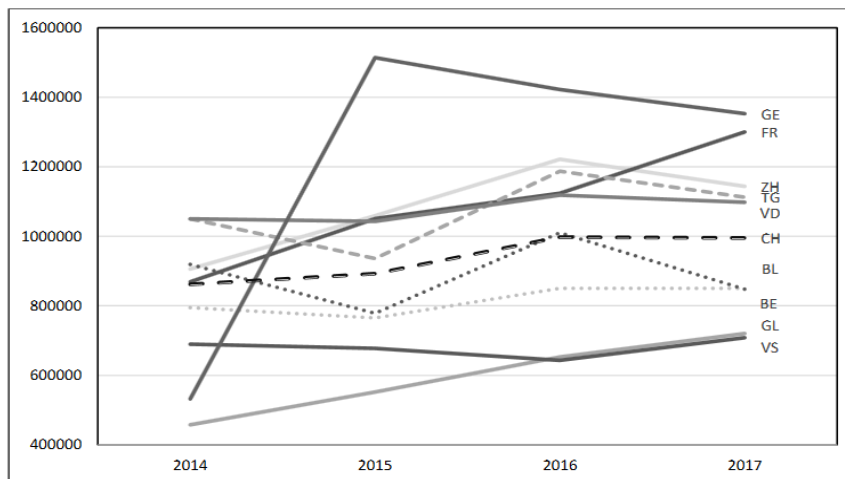


Landwirtschaftsbetriebe immer grössere Finanzierungshilfen erfordert. In dieser Situation wird es für die Kleinbetriebe immer schwieriger, mit den grösseren Betrieben mitzuhalten, was unweigerlich eine Verschlechterung der Lebensumstände und der Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmenden in diesen kleinen Betrieben, die die Hauptlast dieses Konzentrationsprozesses tragen, mit sich bringt.

**Grafik 20: Entwicklung des durchschnittlichen Zinssatzes für Agrarkredite in der Schweiz (inflationbereinigt, 1998 = 100)**



**Grafik 21: Fremdkapital (in Franken/Betrieb) in den 9 Kantonen (2014–2017)**



## Die Rolle der grossen Detailhandelsketten

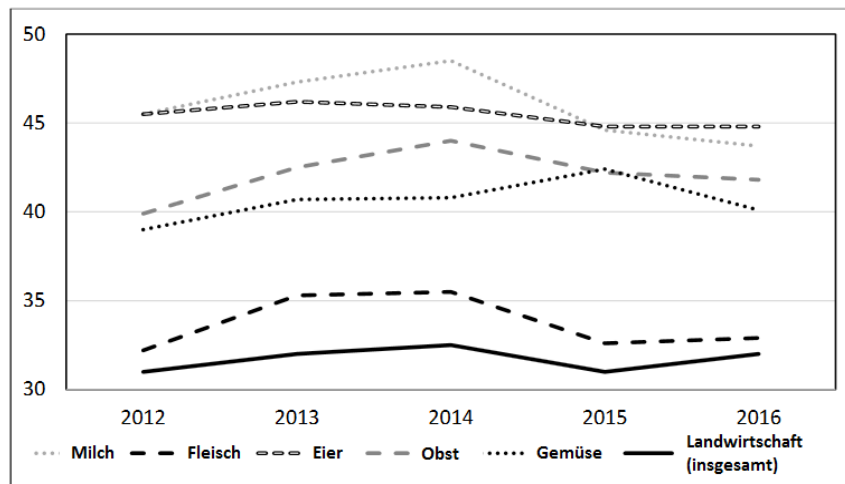
Der Detailhandel spielt eine zentrale Rolle bei der Umverteilung der Wertschöpfung aus den schweizerischen Agrarprodukten. Fast 50 % des Lebensmittelhandels werden von den grossen Detailhändlern Migros und Coop abgedeckt, mit Höchstwerten von etwa 80 % für gewisse Produkte. Da sie die Hauptabnehmer der Agrarproduktion sind, können sie einen zunehmenden Druck auf die Produzentenpreise ausüben. Die Produzentinnen und Produzenten haben kaum Verhandlungsoptionen, um sich dagegen zu wehren.

Diese duopolistische Situation führt ihrerseits zu einer Konzentration der Produktion und zum Zwang zu immer höheren Ertragsleistungen, das heisst zu einem ständigen Druck auf die Einkommen der Produzentinnen und Produzenten und damit auf die Löhne ihrer Angestellten. Weiters bringt auch die Senkung der Preise in den Supermärkten eine Verringerung der Einkommen der Produzentinnen und Produzenten und ihrer Angestellten mit sich. Im Endeffekt sind es tatsächlich die Landarbeiterinnen und Landarbeiter am Ende der Kette, die den Preis für die Politik der grossen Detailhändler zahlen.

Versuchen wir nun, die wirtschaftliche Rolle der Akteure im Detailhandel genauer zu beurteilen. Gemäss dem Produzentenpreisindex des BFS sind die Preise aller Agrarprodukte zwischen 2012 und 2016 um 1,5 % gesunken. Wie schlägt sich diese Senkung auf die an die Produzentinnen und Produzenten ausbezahlten Beträge nieder? Die Gewinnmargen aus dem Verkauf der Agrarprodukte in den grossen Handelsketten sind zwar nicht bekannt, doch der Betrag, der pro ausgegebenen Franken an die Produzentinnen und Produzenten ausbezahlt wird, liefert einen wichtigen Teil der Antwort. Nach den letzten verfügbaren Informationen (Newsletter des BLW, 2016), ist der Anteil des Produzentenpreises am Konsumentenfranken bei allen Agrarprodukten mit Ausnahme von Fleisch und Eiern gesunken. Dagegen zeigt die Entwicklung der Situation zwischen 2012 und 2016 für alle Produkte eine kontrastreichere Tendenz. In den fünf betrachteten Produktgruppen sank der Anteil der Erzeuger an den Milchprodukten und an Eiern stetig; bei den drei anderen Kategorien (Fleisch, Obst und Gemüse) ist ein leichter Anstieg zu verzeichnen.

Allerdings entspricht diese Steigerung dem Produktionswachstum der Branche, was bedeutet, dass sich die Situation für die Produzentinnen und Produzenten nicht verbessert. Den Daten des SBV zufolge beträgt der gesamte Anteil für die Landwirtschaft pro jedem ausgegebenen Franken etwa 32 Rappen, was sich seit 2001 nicht verändert hat (Agristat 18/12:101). Ausserdem beträgt das Nettoeinkommen der Landwirtschaftsbetriebe gemäss den Daten des BFS nur 29 % des Produktionswerts, was sich seit 2001 ebenfalls nicht verändert hat. Die Marge der Produzent/innen beträgt nur 9 Rappen auf jeden Franken, der in grossen Detailhandelsketten für Agrarprodukte ausgegeben wird.

**Grafik 22: Anteil der Produzent/innen in Rappen pro ausgegebenen Franken (2012–2016)**



Letztendlich gibt es zwar hohe Margen, zwei Drittel davon werden jedoch von den Verarbeitern und den Händlern erzielt. Nur 33 % bis 45 % der Konsumausgaben für Agrarprodukte gehen tatsächlich an die Produzentinnen und Produzenten. Diese Preispolitik der Grossverteiler hat verhängnisvolle Auswirkungen auf die gesamte Schweizer Wirtschaft.

Erstens ist die von den Händlern erzielte Marge konstant und kommt niemals den Produzentinnen und Produzenten zugute. Durch die konjunkturelle Anpassung des an die Kleinbauern ausbezahlten

Betrags, behalten die Akteure der grossen Handelsketten ihre Gewinnmargen zulasten der Produzentinnen und Produzenten bei.

Zweitens leiden die Beschäftigten in der Landwirtschaft unter dem Preisdruck, der sich auf alle Stufen der landwirtschaftlichen Produktionskette überträgt. Diese Situation hindert sie, von den Spielräumen zu profitieren, die zur Verbesserung ihrer Arbeits- und Lebensbedingungen erforderlich sind.

Drittens profitieren die Endverbraucher gar nicht vom Preiszerfall der landwirtschaftlichen Produktion und unterstützen somit lediglich die Profite der Händler.

Diese verschiedenen Befunde führen zu folgender Schlussfolgerung: Die grossen Handelsketten tragen in hohem Masse dazu bei, die prekäre Situation der Landarbeiterinnen und Landarbeiter aufrechtzuerhalten! Die Produzentinnen und Produzenten sind für den Absatz ihrer landwirtschaftlichen Erzeugnisse von den Grossverteilern abhängig, was diesen erlaubt, die Preise zu bestimmen und dabei gute Profite einzusacken. Damit spielen sie eine bedeutende Rolle in der Entwicklung der schweizerischen Bauernschaft. Eine Senkung ihrer Gewinne aus den Agrarprodukten um ein paar Rappen pro Franken würde allen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in der Landwirtschaft neue Zukunftsperspektiven ermöglichen. Indem sie die Nachfrage der Bevölkerung nach gesünderem und ökologisch verantwortlichem Essen (biologische Landwirtschaft, regionale Produkte usw.) aufgreifen, gelingt es diesen grossen Konzernen noch dazu, ihre hegemoniale Stellung im Einzelhandel zum Nachteil der Kleinproduzenten aufrechtzuerhalten. Es ist also höchste Zeit, den Absatz der Agrarprodukte zu überdenken und zu reorganisieren, um den kleinen Einzelhändlern einen Vorteil zu gewähren. Mehr denn je müssen sich die Konsumentinnen und Konsumenten der realen Lebens- und Arbeitsbedingungen der Schweizer Bauern, Landwirtinnen und deren Angestellten bewusst werden. Das könnte dazu beitragen, dass sie sich vermehrt Kleinhändlern zuwenden, die sich wirklich verantwortungsvoll um die Zukunft der Schweizer Landwirtschaft kümmern. Es ist also unerlässlich, die lokalen Produkte und die Nahversorgung aufzuwerten, wenn wir die Landarbeiterinnen und Landarbeiter in der Schweiz unterstützen wollen.

## **Sprechen wir über Gleichheit!**

Gemäss Artikel 104 der Schweizerischen Bundesverfassung von 1999 sorgt der Bund dafür, dass die Landwirtschaft einen wesentlichen Beitrag zur Versorgung der Bevölkerung leistet, und dies im Einklang mit den Erfordernissen der Nachhaltigen Entwicklung. Dabei sei in Erinnerung gerufen, dass die Nachhaltige Entwicklung nicht nur eine Frage der Wirtschaft und der Umwelt, sondern der Gesellschaft als Ganzes ist!

Zu den Kriterien, die der Bundesrat zur Sicherung der Nachhaltigen Entwicklung verabschiedet hat, gehören neben dem Schutz von Gesundheit und Sicherheit der Bevölkerung ebenso die Gleichstellung und die Gewährleistung von gleichen Rechten für alle Menschen.

Allerdings reicht eine Analyse der Arbeitsbedingungen im Agrarsektor aus, um die Illusion einer Gleichberechtigung in der Schweizer Wirtschaft zunichtezumachen.

Es sei daran erinnert, dass 2018 die Landarbeiterinnen und Landarbeiter in den neun untersuchten Kantonen durchschnittlich 53 Stunden pro Woche arbeiten – und das völlig legal –, gegenüber 41,6 Stunden im Sekundär- und Tertiärsektor.

Ebenso soll daran erinnert werden, dass der vom SBV empfohlene monatliche Mindestlohn im Agrarsektor auf CHF 3235 beschränkt ist, während der nationale Median-Monatslohn in den beiden anderen Sektoren CHF 6502 beträgt. Diese erschreckenden Zustände beziehen sich zudem nur auf die bessergestellten Angestellten; ungefähr 8000 Beschäftigte, Männer und Frauen, die nicht angemeldet sind, verfügen im Agrarsektor gegenwärtig über keinen Arbeitsvertrag und keinerlei soziale Absicherung.

Über diese Zahlen hinaus stehen genuin schweizerische Werte auf dem Spiel. Das Bild der Schweiz mit ihrer Kleinräumigkeit und ihren regionalen Erzeugnissen, die das Ansehen des Landes im Ausland seit mehr als zwei Jahrhunderten geprägt haben, bekommt Risse.

Die Schweizer Arbeitskräfte und ihr Know-how schwinden, ebenso wie die Familienarbeitskräfte, die keine Mittel mehr haben,

um anständig zu überleben. Sie müssen andere, rentablere Berufsaussichten finden.

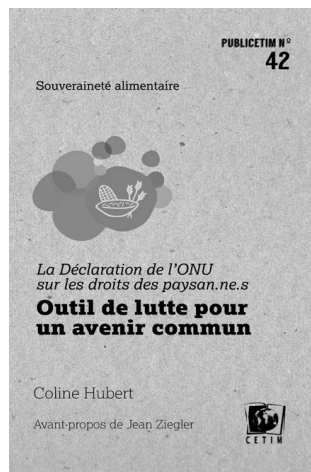
Kleine Familienbetriebe werden von Tag zu Tag seltener; sie sind zwischen 2000 und 2018 zugunsten von immer grösseren Betrieben um 30 % geschwunden, was den wirtschaftlichen Druck auf die ohnehin schon erschöpften Landarbeiterinnen und Landarbeiter verstärkt.

Es ist an der Zeit, den Aufschwung grüner Politik auf nationaler Ebene zu nutzen, um die nachhaltige Entwicklung in ihren drei Dimensionen (Wirtschaft, Ökologie und Soziales) zu fördern. Die Solidarität mit den Landarbeiterinnen und Landarbeitern ist heute wichtiger denn je!

*Lausanne, Dezember 2019*

## Literaturverzeichnis

- BOPP, Tina, AFFOLTER, Simon, «Vom helvetischen Flüchtling bis zu neuen Formen neukolonialer Knechtschaft in der Landwirtschaft», 2017. Online verfügbar: <http://www.denknetz.ch/> (Zugriff am 28.10.2018).
- CHARMILLOT, Emmanuel, *La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture suisse: rôle et enjeux. Etude de cas auprès de producteurs de lait en Suisse romande*, Mémoire de master UNINE, 2017, 108 S..
- DIRLEWANGER, Dominique, PORDENONE, Gian-Franco, *L'agriculture vaudoise sous la loupe*, 1999, 25 S.
- DROZ, Yvan, FORNEY, Jérémie, *Un métier sans avenir? La grande transformation de l'agriculture suisse romande*, Genève: IUED, 2007, 186 S.
- DROZ, Yvan, MIÉVILLE-OTT, Valérie, JACQUES-JOUVENOT, Dominique et LAFLEUR, Ginette, *Malaise en agriculture. Une approche interdisciplinaire des politiques agricoles France–Québec–Suisse*, Paris: Karthala, 2014, 192 S.
- FORNEY, Jérémie, BUXTORF, Romane, *Rapport final. Etude conjointe DSAS-DLAF sur les risques psycho-sociaux des agriculteurs et agricultrices du canton de Fribourg*, UNINE, 2018, 41 S.
- LAMPART, Daniel, KOPP, Daniel, *Les CCT en Suisse: problèmes, mesures requises, solutions*, Dossier n° 95 de l'Union Syndicale Suisse, 2013, 23 S.
- MATTHEY, Florence, *L'influence des difficultés financières et des bas revenus sur la production agricole chez les agriculteurs suisses romands*, Master de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires, Berne, 2015, 80 S.
- REISSIG, Linda, «Häufigkeit von Burnouts in der Schweizer Landwirtschaft / Fréquence des burnouts dans l'agriculture suisse», *Agrarforschung Schweiz*, 10, 2017, S. 402–409.
- OESCH, Daniel, «Die Bedeutung von Gesamtarbeitsverträgen für die Arbeitsmarktregulierung in der Schweiz», *Zeitschrift für Arbeitsrecht und Arbeitslosenversicherung*, 2012, S. 120–127.



## La Déclaration de l'ONU sur les droits des paysan.ne.s

*Coline Hubert*

ISBN: 978-2-88053-131-7

PubliCetim N° 42

2019 – 200 pages

15.- CHF

L'idée venue d'un syndicat paysan indonésien peut mener très loin... jusqu'à l'adoption d'un instrument international au sein de l'ONU !

Par excellence lieu d'élaboration des normes internationales, l'ONU doit être investie par les peuples. Les paysan.ne.s l'ont fait, les peuples peuvent changer le droit international.

Et, après 17 ans de lutte, les paysan.ne.s et leurs alliés voient leurs efforts récompensés: une « Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans » a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2018.

Comment ? Ce livre en témoigne: les moments forts, les rapports de force, les stratégies et les étapes de cette incroyable aventure sont ici relatés.

Commande: [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch)